# l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3



Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1585 – 27 novembre 1998 – prix : 9F

La «méthode Jospin»

# LANTERNER LES TRAVAILLEURS PENDANT QUE LE PATRONAT ACCROÎT LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ ET LA MISÈRE

(p. 3 et 6)

LUTTE OUVRIÈRE - LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE LE PROJET DE TEXTE COMMUN



(p. 7)

### **SOMMAIRE**

### Leur société

- 4 Jospin renonce à rétablir l'autorisation administrative de licenciement
  - Mitterrand, malhonnête envers les travailleurs

- La suppression du «duty free»
- Les profits des
- compagnies maritimes Amiante: des mesures bien timides
- 12 Tourcoing: mort entre les mains de la police

### **Politique**

- 5 Le PCF et les 35 heures: la confusion pour justifier les accords
  - La «repentance» du PCF: un alibi
- 6 − Jospin à France-Info: l'art de nous lanterner

### **Tribune**

**6** – Tous ensemble pour l'emploi: il y a urgence. Imposer l'interdiction des licenciements

### Extrême gauche

7 – L'accord LO-LCR sur un projet de profession de foi

### Dans le monde

- 8/9 Italie-Turquie: un oublié; le peuple kurde
  - Russie: état de décomposition avancée
  - Maroc: les Socialistes et le chômage
- 16 Chili: l'armée auto-amnistiée

### Dans les entreprises

- 13 SNCF: la riposte à l'ordre du jour?
  - La Poste ArlesLa Poste Lyon
- 14 Renault-Cléon: non à la filiation de la fonderie!
  - Thomson TSI -Toulouse: non aux licenciements!
  - GIMA Massey Beauvais (Oise)

### Lire

- **15** Rose,
  - de Martin Cruz Smith
  - Réédition: Roulements de tambours pour Rancas, de Manuel Scorza

# LE CAPITALISME TUE

Vendredi matin 19 novembre, un homme de 36 ans est mort de froid dans un renfoncement où l'on range les poubelles d'une antenne de l'Inserm à Paris. Durant le week-end suivant, ce sont trois autres personnes qui ont été retrouvées sans vie. Un homme de 36 ans dont le seul refuge, à lui aussi, était un local à poubelles à Paris; une femme de 40 ans, qui vivait à Toulouse sous une tente de fortune depuis août 1997; et un homme, qui a manifestement tenté de se réchauffer en brûlant des morceaux de carton, a été brûlé vif dans un hangar des anciens Chantiers navals de la Seyne-sur-Mer.

Il suffit, chaque année, que la température devienne particulièrement basse pour que la misère et la détresse, engendrées par la société, virent à l'horreur. Les dispositifs d'hébergement d'urgence et les services sociaux de prise en charge manquent de moyens, c'est certain, mais c'est tout le fonctionnement

social actuel qui est révoltant, impitoyable pour les pauvres. C'est le fait que les patrons aient produit et continuent à produire des millions de chômeurs, de Rmistes, de travailleurs précaires, qui est intolérable.

La femme qui est morte à Toulouse faisait parfois des saisons en tant que femme de chambre, puis elle a travaillé en Vendée dans une usine de chaussures qui a fermé. Mais c'est aux travailleurs des hôpitaux que Kouchner, secrétaire d'État à la Santé, ose faire la leçon en les appelant à la vigilance alors que le fonctionnement normal et humain des services hospitaliers est le cadet de ses soucis, comme le prouve le plan de restrictions budgétaires et de suppressions de personnel qu'il poursuit en ce moment au nom de la rentabilité. Il est bien le digne représentant de ce gouvernement de la «gauche plurielle» à plat ventre devant les riches!

**Annie ROLIN** 

### PATRONAT ET ÉTAT PRÉCARISENT À TOUT-VA

9 embauches sur 10 en contrat précaire, 1,3 million de salariés en CDD ou en intérim, soit deux fois plus qu'il y a dix

Alors que les profits explosent, il est révoltant que le patronat précarise toujours plus de travailleurs.

Mais Aubry a un sacré culot de dire qu'elle veut que cela cesse tout en vantant ses 150000 emplois-jeunes, qui sont pourtant des contrats provisoires.

Le gouvernement accroît la précarité alors qu'il faut embaucher en grand nombre et en fixe dans les services publics.

### **— EXPLOITÉS** SOUS PRÉTEXTE D'APPRENTISSAGE

au travail de nuit, à des horaires abusifs, à des tâches dangereuses... Il n'y a pas que dans le affiches affirmant Tiers Monde, en France aussi des

Des moins de 18 ans forcés du Travail, qui dénonce notamment le sort de 130000 apprentis.

On se souvient des grandes «L'apprentissage c'est pro». Il jeunes sont dans ce cas, comme fallait lire: «c'est pro... létaire le révèle un rapport du ministère exploité dès son jeune âge»!

### - MONSIEUR PLUS... —

Le Canard Enchaîné a fait un petit calcul: l'actuel Premier ministre aura plus privatisé en deux ans que ses prédécesseurs de droite réunis, Juppé, Balladur, Chirac, en six ans.

Jospin ne s'en vante pas, en tout cas quand il s'adresse à la population.

Pour ce qui est des actionnaires, eux le savent depuis longtemps.

# **REUNIONS PUBLIQUES** DE LUTTE OUVRIERE

### EPERNAY

avec Thomas ROSE Conseiller régional LO de Champagne-Ardenne Vendredi 27 novembre à 20h30 Salle Beethoven

### NOISY-le-SEC

avec Jean-Louis GAILLARD Conseiller régional LO d'Ilede-France Vendredi 27 novembre à 20 heures Salle Charlie-Chaplin Rue Moissan

### VESOUL

avec Noël HENNEQUIN et Jean LHEUREUX Vendredi 27 novembre à 18 heures Ancienne Salle de Musique - Mairie

### SAINT-BRIEUC

avec Martial COLLET Conseiller régional LO de **Bretagne** Vendredi 4 décembre à 20 heures **Centre Charner** 

### CHARLEVILLE-**MEZIERES**

avec Thomas ROSE Conseiller régional LO de Champagne-Ardenne Samedi 5 décembre à 15h30 Hôtel de Ville, salle nº 1

### MEYZIEU (Rhône)

avec Philippe BRUNEAU Samedi 5 décembre à 17 heures Salle Henri-Lebrun

### MEAUX

avec Daniel LIOUBOWNY Conseiller régional LO d'Ile-de-France Samedi 12 décembre à 16 heures Centre François-Truffaut / Rond-Point du centre commercial

**Centre Marius-Sidobre** 

26, rue Émile-Raspail

Pierre-Collinet

### RENCONTRE AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

À la foire de Chartres Dimanche 29 novembre de 9h à 19h Place Châtelet

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste
L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel alle est
connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des ilisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoisme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita-lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'ap-pareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli-ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à: LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson, Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon, Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson, Tirage: 12800 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications nº 64 995.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE LUTTE DE CLASSE LUTTE OUVRIÈRE (1 an soit 10 nº) 1 an | 6 mois France DOM-TOM DOM-TOM, vole aérienne Europe (soit zone postale1) 300 F 160 F 390 F 200 F 420 F 100 F 210 F Autres pays, voie ordinaire Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada 140 F (soit zone 2) 450 F 230 F (comme voie aérienne Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) 520 F 540 F 140 F 270 F 280 F 140 F Océanie (soit zone 4) Autres pays, voie aérienne Afrique francophone Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 480 F 250 F 140 F Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) 660 F 340 F 210 F Océanie (soit zone 4) Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

### **BULLETIN D'ABONNEMENT** NOM: PRÉNOM:

ADRESSE: CODE POSTAL et VILLE: ..

COMPLÉMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à: LUTTE OUVRIÈRE -LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de: ...... Règlement:

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# LEUR ÔTER LE DROIT DE NOUS POUSSER VERS LA MISÈRE

Il y a eu six morts le dernier week-end parmi les sans-logis, à la première vague de froid. A l'approche de l'hiver, la misère ne peut plus être cachée, elle tue.

Les commentateurs bien intentionnés réclament des mesures d'urgence pour les sans-domicile et reparlent de solidarité et de lois contre l'exclusion. Assurer le gîte et le couvert de ceux qui n'en ont pas serait la moindre des choses dans une société qui se prétend civilisée, et c'est bien un signe des temps que même dans ce domaine, on doive plus à Coluche et aux restos du cœur qu'à l'Etat. Mais chacun sait que la misère extrême est la dernière étape dans l'appauvrissement qui touche un nombre sans cesse croissant de personnes : des chômeurs, bien sûr, mais aussi de plus en plus celles et ceux qui n'ont qu'un emploi précaire ou un temps partiel imposé, payé juste assez pour ne plus donner droit au RMI. Combien de familles n'évitent l'expulsion que parce qu'en hiver c'est interdit? Combien sont même sur la nourriture?

Le même week-end, la télévision montrait des images d'une exposition de bijoux sur les Champs-Elysées à Paris. Leurs prix avaient beau tourner autour de dix ou vingt millions, les bijoux n'ont aucun mal à trouver acquéreur. Toute l'économie capitaliste s'exprime là : pour accumuler la richesse à un pôle, elle secrète en permanence la misère à l'autre.

Il n'est pas possible de combattre l'exclusion sans mettre fin au chômage et à la précarité. Et il n'y a pas moyen de mettre fin au chômage et à la précarité sans utiliser pour cela les profits dégagés par les grandes entreprises. Ces profits ne servent aujourd'hui qu'à gonfler les fortunes des grands bourgeois, propriétaires ou actionnaires des entreprises, alimenter leurs dépenses de luxe ou leurs spéculations. Moins de la moitié de ces profits cumulés suffirait pourtant à financer le nombre d'emplois utiles nécessaires pour que chacun ait un travail et une paie.

Mais il faudrait mener une politique qui donne la priorité aux intérêts vitaux de la majorité de la société, pas aux privilèges d'une minorité. Ce n'est pas ce que fait le gouverne-

Que l'on ne prenne que cet exemple : les cheminots sont en grève cette semaine, le lundi pour protester contre l'abandon du service public et l'ouverture à la concurrence, et le vendredi pour réclamer de contraintes de faire des économies l'embauche, comme l'ont fait pendant plusieurs jours ceux de Marseille. Le moindre bon sens dicte qu'il est de l'intérêt des cheminots et des voyageurs que la SNCF embauche. Il est de l'intérêt de toute la société de diminuer le chômage, tout en améliorant un service public indispensable mais qui faute de personnel se dégrade dans les banlieues et sur des lignes secondaires. La SNCF étant encore nationalisée, le

gouvernement peut le décider. Eh bien, non, la SNCF non seulement refuse d'embaucher, mais continue à réduire les effectifs.

Et il en va de même dans tous les domaines. Un quotidien populaire a titré la semaine dernière sa première page: « Juppé en rêvait, Jospin l'a fait ». Le gouvernement de la « gauche plurielle » privatise plus encore que son prédécesseur de droite, réduit les prestations sociales des plus pauvres et augmente l'imposition des retraités pour pouvoir continuer les subventions au patronat, pour lui assurer des dégrèvements fiscaux et des baisses sur la part patronale des cotisations sociales. Il applique le plan Juppé sur la Sécurité sociale, supprime des hôpitaux et des maternités de proximité, et se prépare à substituer, au régime des retraites, des fonds de pension qui laisseront plus encore dans le dénuement sur leurs vieux jours ceux qui ne peuvent pas verser des cotisations élevées.

Comme Juppé, Jospin prend aux plus pauvres pour donner aux plus riches. Voilà comment ils contribuent à fabriquer la misère et l'exclusion. Mais Jospin est plus efficace pour servir les riches : son étiquette de gauche lui permet de mieux désamorcer la réaction des classes populaires. Jusqu'à ce que cela explose et que les travailleurs en lutte imposent la seule « loi contre l'exclusion » qui vaille : obliger à payer ceux qui profitent de la crise et de la misère, leur enlever le droit de diriger l'économie à leur guise.

# S PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER



 POITIERS Vendredi 27 novembre à 18 h 30 Maison du Peuple Salle Jouhaux

 CAEN Mardi 1º décembre à 20 heures Centre de Congrès 13, avenue Albert-Sorel

• SENS Mercredi 2 décembre à 20 heures Salle de la Poterne

 ROUEN Jeudi 3 décembre à 20 h 30 Halle aux Toiles Place de la Basse Vieille Tour

 COMPIEGNE Samedi 5 décembre à 20 heures avec Jean-Marc ISKIN et Roland SZPIRKO Salle de danse du Gymnase Les Jardins (près du Clos des Roses)

# Encore une reculade!

# POUR JOSPIN, LE PATRONAT PEUT CONTINUER À LICENCIER SANS ENTRAVE

Le gouvernement, après avoir pendant des mois laissé planer le doute, vient d'annoncer qu'il n'était plus question pour lui de réformer la législation actuelle en matière de licenciements dits économiques, et en particulier de rétablir l'autorisation administrative de licenciement. Cette mesure était pourtant à son programme au moment des élections législatives de 1997. A son arrivée au gouvernement, Jospin avait réaffirmé sa promesse.

Instaurée en 1976 par Chirac, l'autorisation administrative de licenciement avait été supprimée par le gouvernement du même Chirac en 1986. A son retour au gouvernement en 1988, le Parti Socialiste, qui avait dans l'opposition vertement critiqué la décision de Chirac, s'était gardé de la rétablir.

Bien évidemment, de 1976 à aujourd'hui, autorisation administrative ou pas, cela n'a pas empêché le patronat de licencier des centaines de milliers de travailleurs. Mais ce nouveau recul du gouvernement socialiste constitue, comme on dit, un «signe fort» – un de plus – à destination du patronat et un véritable bras d'honneur à destination des salariés et des militants syndicalistes.

Actuellement, plus de 20000 travailleurs, chaque mois, sont victimes de licenciements collectifs. Et le rythme ne s'est pas ralenti depuis la rentrée: il suffit de citer Levi's Strauss, Seita, Thomson, et bien d'autres.

Le gouvernement a tenu à dire au patronat qu'il n'avait pas de raisons de s'inquiéter et qu'il n'était pas question d'instaurer la moindre entrave à leur volonté de licencier. Sa décision d'abandonner cette promesse électorale est en même temps une manière de répondre par une fin de non-recevoir à la campagne du PCF qui, bien timidement il est vrai, réclamait un moratoire, c'est-à-dire un report, des plans de licenciement.

Pour tenter de masquer cette nouvelle reculade, le gouvernement a évoqué un pro-

jet de taxation des entreprises qui abusent de l'emploi précaire, des contrats à durée déterminée et de l'intérim. L'emploi précaire a en effet doublé en dix ans, il est passé de 4 à 9% du nombre de salariés, et représente même 90% des nouveaux emplois, autour desquels le gouvernement et la presse font grand tapage.

Il ne s'agit même pas de taxer tout emploi précaire, mais seulement ceux qui en abusent, sans préciser à partir de quand il y a abus. Et rien ne dit que cette taxe soit décidée, et n'aboutisse pas, elle aussi, à une nouvelle reculade. Mais quoi qu'il en soit, cette mesure n'incitera pas le patronat à embaucher en fixe. Ou alors c'est qu'il aura trouvé, grâce à la loi des 35 heures, une autre manière, moins onéreuse pour lui, d'obtenir la même flexibilité que lui permet d'obtenir le travail précaire.

Le week-end des 21-22 novembre, au cours du colloque des socialistes consacré à l'entreprise, Jospin a déclaré qu'il ne fallait «ni diaboliser l'entreprise ni lui vouer un culte». C'est un fait que le PS, toutes tendances confondues, ne pêche pas par excès de diabolisation de l'entreprise – l'entreprise étant une manière pudique de parler du capitalisme sans le nommer –, car ça n'est pas l'entreprise que l'on aide, mais ses dirigeants et ses actionnaires. Et si le culte ouvert de l'entreprise n'est pas de mise, face à l'électorat de gauche, il a ses prêtres au sein du gouvernement.

Les entreprises font d'énormes profits et licencient quand même. Le gouvernement avalise cette situation. Il faut renverser les priorités, imposer la réquisition des entreprises qui licencient alors qu'elles font des profits, et ne pas compter sur un quelconque gouvernement pour le faire, mais sur la lutte des travailleurs.

Michel ROCCO

# ENCORE UN PROJET DE JUPPÉ... DÉFENDU PAR JOSPIN

Lors des délibérations sur la loi de finances pour 1999, un projet de Juppé est venu en discussion, concernant la diminution de l'abattement fiscal de 10% pour les retraités. Le texte de l'ancien ministre de droite prévoit de diminuer progressivement le plafond de cet abattement, jusqu'à 12 000 F en l'an 2001.

Dans un premier temps, les députés ont voulu atténuer quelque peu cette mesure et ont adopté une disposition en vue de maintenir le plafond à 20 000 F. Visiblement, à droite comme à gauche,

Lors des délibérations sur la loi de ances pour 1999, un projet de Juppé venu en discussion, concernant la ninution de l'abattement fiscal de personne n'avait trop envie de porter le chapeau d'une mesure impopulaire, qui va diminuer encore un peu plus le revenu des retraités.

Mais c'était sans compter sur le gouvernement pour qui il n'est visiblement pas question de renoncer, même un tant soit peu, à toutes les ponctions qui touchent la population laborieuse.

Le secrétaire d'État au Budget est intervenu et, par un amendement, a fait rétablir les mesures de Juppé à la lettre!

**Paul BARRAL** 

# MITTERRAND, UNE «HONNÊTE» FRIPOUILLE CONTRE LES TRAVAILLEURS

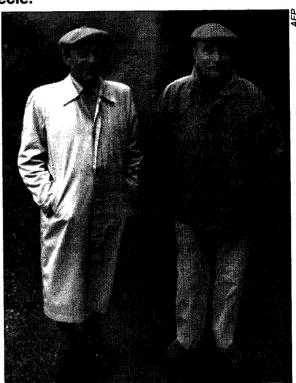
Rocard a déclaré que Mitterrand « n'était pas un honnête homme». Vingt-quatre ans après avoir largué le PSU pour s'associer à l'OPA de Mitterrand sur le PS, ce n'est pas à proprement parler réagir au quart de tour, disons plutôt au quart de siècle.

Au moins peut-on reconnaître que Rocard a eu le temps de bien pratiquer son sujet; il n'a d'ailleurs pas hésité à donner de sa personne pour mieux expérimenter Mitterrand et sa «garde noire», en en étant le Premier ministre entre 1988 et 1991, alors que déjà, dit-il aujourd'hui, sa «religion était assez faite sur les attitudes politiques et financières, non seulement du président luimême, mais aussi de l'essentiel de son entourage proche». Notons qu'il savait faire la part entre sa «religion» et sa carrière. Ainsi, lors de la cérémonie des vœux de janvier 1989 à l'Élysées, il lançait: « Vous souhaiter une bonne année, M. le Président, c'est souhaiter une bonne année à la France», ce qui lui valut à l'époque le surnom de «génie des carpettes».

Mitterrand, pas honnête homme? Mais si, mais si! Il sut être fort honnête avec sa classe, la bourgeoisie, et avec ses amitiés politiques de jeunesse, qui furent aussi celles de sa maturité politique. Il fit en effet la plus grande partie de sa carrière comme homme de droite à visage découvert, colonialiste et farouchement anticommuniste, ce que tout le monde politique et journalistique savait parfaitement, mais a volontairement caché. Car Mitterrand n'était pas Edmond Dantès qui serait réapparu sous les traits de Monte-Cristo. Sa carrière, toute sa carrière, s'est faite au grand jour et devant des

On savait qu'il avait été pétainiste, qu'il a fait profession d'anticommuniste, qu'il fut l'un des artisans de la guerre coloniale en Algérie, auteur, en tant que ministre, de phrases célèbre comme «L'Algérie, c'est la France» ou encore, à propos de cette même guerre d'Algérie: «La seule négociation, c'est la guerre». Son amitié et ses repas avec Bousquet, le sinistre secrétaire de la police sous Vichy – par ailleurs devenu une haute personnalité de la banque après-guerre –, n'étaient pas clandestins.

Candidat unique de la gauche, apparaissant comme porteur de l'espoir d'une vie meilleure pour les travailleurs – image fabriquée de toute pièce avec la complicité active des dirigeants du Parti Communiste, qui ne pouvaient pas ignorer cette douteuse biographie – il s'est hissé au poste de président de la République, sans cesser d'être anticommuniste, d'une façon moins ouverte, mais



Mitterrand et Rocard en ballade en 1998. Apparemment en bonnes relations. Pas très honnête tout ça...

tout autant efficace, se proposant, dès 1972, au moment de la signature du Programme commun, de réduire considérablement l'influence électorale du PCF. Cette promesse-là, il a su la tenir.

Filou avec le monde du travail qui le paie encore cher aujourd'hui, Mitterrand a bien mérité la reconnaissance de ses compères, les Lang, Charasse, Mauroy et consorts, que l'on voit s'insurger contre les propos de Rocard, à qui ils reprochent de cracher dans une soupe dont ils se sont tous rassasiés. Leur reconnaissance du ventre explique la solidarité avec le président défunt, à qui ils doivent leur carrière passée et leur position actuelle. De leur point de vue, Mitterrand a été un fort honnête homme, dont ils n'ont pas à se plaindre, pas plus que n'a eu a s'en plaindre la bourgeoisie. Mais Mitterrand tout seul n'aurait pu ainsi tromper son monde.

Et ses disciples sont toujours là, agissant selon sa méthode et pratiquant la même politique. À leurs basques on trouve toujours ces politiciens courtisans qui, des dirigeants du PCF à ceux des Verts, fascinés d'avoir été autorisés à s'asseoir dans un fauteuil ministériel, multiplient les courbettes devant Jospin.

Mitterrand, l'honnête homme de la bourgeoisie, a été une franche fripouille à l'égard de la population laborieuse et à l'égard de ceux qui sont sincèrement de gauche. Mais c'est à ces derniers de le juger. Pas à ses complices d'hier.

Annie ROLLIN

### • Le « journal des 35 heures » dans l'Humanité

# LA CONFUSION POUR JUSTIFIER LES ACCORDS

Depuis plusieurs semaines l'Humanité consacre une ou deux pages aux 35 heures avec des rubriques «dans l'actualité» ou «à suivre», ou encore «en bref», sur les accords en cours d'être signés dans les entreprises; une rubrique «les acteurs en direct» dans laquelle on trouve les courriers de militants ou sympathisants qui «participent au débat». En revanche, on ne trouve pas dans ces pages une dénonciation claire et nette par la direction du Parti Communiste des accords sur les 35 heures, déjà signés ou en passe de l'être par la CGT, qui s'attaquent aux conditions de travail des salariés.

Le journal reste volontairement très confus. Ainsi à propos des négociations en cours à PSA, l'Humanité du 14 novembre raconte les vives critiques faites par la le cadre des négociations sur les

CGT aux projets d'horaires 35 heures... Elle prévoit "une la grève à Métro, cette entreprise en flexibles et d'annualisation de la direction du groupe automobile. On peut ainsi lire que la direction de PSA prévoit «la possibilité d'imposer aux salariés un horaire affiché le samedi matin et des journées de travail à rallonge allant jusqu'à 9 h 37 », qu'elle veut «imposer des semaines de six jours de 44 heures à 46 heures d'avril à septembre et des semaines réduites en hiver sans paiement d'heures supplémentaires ni de chômage partiel». Mais, le samedi 21 novembre on trouve dans le même journal, sans aucun commentaire, un article intitulé «PSA: bientôt un plan d'embauches?». Seul le point d'interrogation semble donner un point de vue : que faut-il comprendre? Faut-il croire le patron lorsqu'il dit que toutes ces mesures sont nécessaires à la création d'emplois, faut-il avaler ce mensonge? «La direction du groupe PSA», poursuit l'article «va présenter sous quinzaine un plan d'embauche à deux-trois ans dans

réduction du temps de travail offensive avec des embauches" et affirme "que les nouveaux modes d'organisation du travail pourraient constituer un élément favorable à l'emploi"». Suivent des citations de la CFDT, mais aucun commentaires pour dénoncer ce mensonge patronal. Des militants CGT de Peugeot ou de Citroën auraient peut-être apprécié que soient dénoncés les propos du patron qui présente l'annualisation et la flexibilité comme des contreparties indispensables aux embauches. Et le mardi 24 novembre, on pouvait trouver dans le journal des 35 heures une page entière avec le point de vue... de Foltz, du PDG de PSA, mais pas celui des ouvriers, ni d'autres commentaires du Parti Communiste là-dessus.

On trouve de tout dans ce journal des 35 heures, même des critiques, à travers le courrier des lecteurs surtout, mais des critiques choisies et mesurées tout de même. Ainsi plusieurs articles ont été consacrés à donner des nouvelles de

grève près d'une semaine contre la tentative de la direction de ne plus inclure les deux heures de pause hebdomadaires dans le calcul du temps de travail. Mais bien sûr la direction de Métro est présentée comme une direction qui s'oppose à «l'esprit de la loi Aubry».

Car l'esprit de la loi Aubry, lui, serait bon? Jacques Santiago, militant CGT de Métro, explique: « Nous sommes amenés à faire 36 h 46, cela ne créera pas d'emplois». On doit donc comprendre en lisant l'article que les 35 heures en créeraient. Autre exemple, le numéro du 17 novembre raconte que l'entreprise de gaz de Bordeaux, une des premières à avoir abaissé le temps de travail à 35 heures hebdomadaires sur quatre jours de travail, a pu créer 31 emplois. L'article ajoute toutefois que les syndicats font remarquer qu'en raison notamment du nombre des départs en retraite, une quarantaine d'emplois auraient disparu à ce jour. Quelle conclusion le journal l'Humanité en tire-t-il? Aucune.

c'est apparemment aux militants de se faire une idée par eux-mêmes.

En fait, toute cette présentation permet d'éviter de dénoncer d'une manière ferme les tentatives des patrons, sous prétexte des 35 heures, d'imposer les horaires qu'ils veulent sans pour autant embaucher.

En fait la loi Aubry est une véritable machine de guerre contre les travailleurs et tout cela ne peut pas répondre aux problèmes que se posent les militants et sympathisants du PC eux-mêmes qui voient bien que les accords sur les 35 heures permettent aux patrons d'imposer tous leurs sales coups. Quel militant ou sympathisant peut dire en lisant son journal: « Voilà ce que mon parti, voilà ce que je peux défendre». Ce flou ne masque qu'à peine le refus de la direction du PCF de s'opposer au gouvernement sur les 35 heures, comme sur le reste. Et cela ne peut malheureusement que désorienter les militants du Parti Communiste eux-mêmes...

Aline RETESSE

# La « repentance » du PCF

# UN ALIBI... POUR NE PAS RÉHABILITER LE COMMUNISME AUPRÈS DES TRAVAILLEURS

La direction du PCF vient de décréter une amnistie générale. Son dernier Comité national a en effet décidé de « déclarer nulles et non avenues toutes les sanctions, exclusions ou mises à l'écart effectuées à partir de conceptions politiques, de principes d'organisation ou de pratiques que le PCF, en décidant sa mutation, a décidé de transformer». Il propose la réintégration à tous ceux qu'il a pu exclure et les invite à «s'associer dans la

construction d'une grande force communiste».

C'est vrai que les dirigeants du PCF ont abondamment exclu ceux qui n'étaient pas dans la ligne, ou déclarés comme tels. Ces règlements de comptes relèvent, la plupart du temps, de conflits internes au sein d'un parti stalinien, fier de l'être, comme se proclamait le PCF jusqu'à ce que ce qualificatif soit récusé par les staliniens euxmêmes. Le PCF ne fut pas le plus zélé à faire cette reconversion.

La direction du PCF a fait, dans le passé, plus qu'exclure bien

des opposants en les calomniant. Elle a couvert les crimes de la bureaucratie stalinienne, dans et hors de l'URSS. Elle a cautionné le massacre de centaines de milliers d'opposants, en particulier de gauche, à la politique de Staline. Certains dirigeants du PCF de l'époque ont même participé personnellement au massacre, pendant la guerre civile espagnole ou en France, aidant les tueurs du Guépéou.

Mais en agissant ainsi, les dirigeants du PC ne défendaient ni n'incarnaient le communisme. Ce qu'ils avouent aujourd'hui, ce dont ils se repentent, n'avait pas pour but la défense du communisme, mais au contraire la dissimulation de leur principale responsabilité: avoir discrédité, en agissant de la sorte, le communisme aux yeux de la classe ouvrière

Face à ce crime-là, celui d'avoir déconsidéré durablement l'idéal et la politique communistes, le remède n'est pas l'amnistie de quelques exclus et des affirmations de repentance. Le problème, c'est de réhabiliter le communisme auprès des travailleurs. Mais la direction du PCF ne l'envisage nullement. Elle a choisi au contraire une mutation

qui fasse que son parti ressemble, y compris dans la forme, à la social-démocratie.

Mais il existe nombre de militants du PCF pour qui le communisme ne consiste pas à couvrir sur la gauche la politique antisociale et antiouvrière de Jospin, Aubry, Chevènement et Strauss-Kahn. Ces militants seront nécessaires pour faire avancer cette tâche indispensable de réhabiliter l'idéal communiste, et en premier lieu, auprès des travailleurs. C'est à cette tâche qu'il faut s'atteler.

Vincent GELAS

### Election législative partielle en Côte-d'Or:

### Les résultats de **LUTTE OUVRIÈRE**

Le 22 novembre, une élection législative partielle avait lieu dans la 2e circonscription de la Côte d'Or. La candidate de LUTTE OUVRIÈRE, Jacqueline LAMBERT, ouvrière de l'électronique en retraite, a obtenu 356 voix (2,03 %).

Outre les salaires généreux qu'ils s'octroient bien souvent, les dirigeants des grandes entreprises ont de multiples moyens de s'assurer des revenus confortables. Le magazine L'Expansion fait le point sur l'un d'entre eux, les «stock-options». Il s'agit d'un système donnant la possibilité aux bénéficiaires d'acheter un certain nombre d'actions. Mais ceuxci n'ont pas à exercer cette possibilité immédiatement, et au contraire peuvent

actions ait augmenté suffisamment. Hs peuvent alors soit revendre immédiatement ces actions et empocher la différence sans avoir risqué un centime, soit les garder, en général en bénéficiant d'une ristourne sur le prix initial.

Grâce à ce système, 36 cadres de chez AXA peuvent ainsi compter toucher 66 millions de francs chacun. 34 dirigeants de l'Oréal ont 58 millions de francs qui n'attendent que de rentrer

attendre que le cours des dans la poche de chacun d'entre eux. 40 dirigeants de Vivendi (l'ex-Générale des Eaux) ont de côté 40 millions de francs chacun. Et on pourrait continuer.

Ce sont en général les mêmes qui cherchent en permanence les moyens de réduire les revenus de leurs employés, dans l'intérêt de l'entreprise, disent-ils. Mais les règles qui régissent ce fameux «intérêt de l'entreprise» sont vraiment bien étranges. Quand on est peu

payé, elles exigent qu'on le soit encore moins. Mais à partir d'un certain niveau, situé très haut dans la hiérarchie, tout s'inverse, et il faut que les cadres touchent le plus possible, histoire de ne pas perdre la face. À moins que «l'intérêt de l'entreprise» ne soit qu'un alibi pour un principe beaucoup moins mystérieux : «on n'est jamais si bien servi que par soi-même».

Daniel MESCLA

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou,

autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

### TRIBUNE -

# Tous ensemble pour l'emploi : il y a urgence IMPOSER L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

à licencier fonctionne à plein régime... Les fermetures prévues à la SEITA, celle des ACH (chantier naval du Havre), les licenciements chez Lévi-Strauss dans le Nord, de Shell ou de Thomson, ont fait la une des médias nationaux. Dans tout le pays on connaît aujourd'hui une véritable avalanche de suppression d'emplois.

En laissant les mains libres au patronat, en prenant lui-même la décision de liquider les ACH au Havre ou un certain nombre d'hôpitaux ou de maternités de province, le gouvernement, porte une lourde responsabilité dans la catastrophe sociale qui se déroule aujourd'hui. Un travailleur qui perd son emploi peut rapidement se transformer en SDF, et cet hiver précoce montre quel sort tragique cette société réserve aux plus démunis.

Pour ce gouvernement, pas plus que pour les précédents, il n'est question de contraindre les patrons à quoi que ce soit. Jospin ne veut même pas entendre parler du « rétablissement de l'autorisation administrative des licenciements » – une mesure revendiquée par le Parti Socialiste et promise par lui avant que les élections ne lui donnent le gouvernement – qui n'empêchait pourtant pratiquement rien. Robert Hue au nom du Parti Communiste se contente, lui, de demander «un moratoire sur les licenciements», c'est-à-dire un délai – le temps d'une prochaine élection peut-être? - et d'ailleurs sans même chercher à l'imposer.

vail, a brandi une prétendue menace contre les patrons qui utilisent le nièrement. Comme c'est encore travail précaire en permanence. Elle pourrait leur faire payer une taxe. Mais cela ne permettrait en rien de lutter contre la précarité. Ce serait exactement le contraire : aujourd'hui la loi interdit d'utiliser les statuts précaires autrement que pour un surcroît ponctuel d'activité, mais les patrons violent la loi et ne sont absolument pas inquiétés par les pouvoirs publics. Ils pourraient demain en revanche utiliser la précarité en toute légalité, moyennant quelques finances qu'ils auraient vite fait de rattraper sur les salaires. Au nom de la lutte contre la précarité, le gouvernement donnerait ainsi aux patrons encore davantage de moyens

Depuis la fin de l'été, la machine pour rendre les travailleurs encore plus précaires!

C'est la même démarche que pour la prétendue loi des 35 heures, présentée comme un moyen de faire reculer le chômage, alors qu'il ne s'agit que de donner aux patrons la possibilité d'annualiser le temps de travail, de bloquer les salaires... et d'empocher les subventions gouvernementales. Et il se trouve des dirigeants syndicaux pour prêter la main au gouvernement! Même les dirigeants de la CGT qui, entre autres, ont poussé à la signature d'un accord de branche dans le textile qui ne vaut pas mieux que celui de la métallurgie - qui se veulent maintenant les chefs d'orchestre d'un « syndicalisme de proposition ».

Il faut interdire les licenciements et réquisitionner sous le contrôle des travailleurs les entreprises qui licencient. Il faut contraindre les entreprises à réduire le temps de travail avec obligation d'embauche en contrepartie, sans réduction de salaire et sans annualisation. Et il faut arrêter de verser des milliards de subventions aux entreprises avec un résultat nul pour l'emploi...

Contre les licenciements, les luttes déterminées n'ont pas manqué depuis plusieurs années. Mais elles restent en général isolées. Pour arracher des créations d'emplois dans l'éducation nationale, des centaines de milliers de jeunes sont descendus dans les rues en octobrenovembre de cette année. Et c'est bien aussi pour des embauches que se sont battus les routiers, les sala-Martine Aubry ministre du tra- riés des transports publics comme ceux de Rennes ou de la RATP derl'emploi qui est au cœur de la lutte des cheminots aujourd'hui.

Si l'on veut passer le cap des luttes défensives ou des victoires partielles, c'est une lutte tous ensemble qu'il s'agit de préparer. Une orientation que les directions syndicales, trop attachées à ne pas gêner le gouvernement, ne proposent évidemment pas. Mais il faut que les travailleurs du rang et les syndicalistes à la base prennent eux-mêmes les affaires en main pour y parvenir.

Editorial du 23 novembre 1998 des bulletins d'entreprise « l'Etincelle » publiés par la Fraction

### Politique

# JOSPIN NOUS LANTERNE

Jospin a le temps. C'est à peu près tout ce qu'il avait à dire à la station de radio France-Info, qui l'a interrogé le 24 novembre et à laquelle il a précisé que son gouvernement est un « gouvernement au long cours».

Des SDF meurent de froid dans la rue? Alors dites-vous bien que le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait. Faut-il agir pour arrêter l'extension de la précarité? Peutêtre. Ce Premier ministre en place depuis dix-huit mois et dont la première priorité était, paraît-il, la lutte contre le chômage, en est encore à se poser des questions sur la nécessité de légiférer pour freiner le recours du patronat aux licenciements et au travail précaire. Est-ce que finalement il le fera? « Ce n'est pas encore décidé » répond-il.

Ca doit être cela la « méthode Jospin », cela consiste à répondre « on s'en occupe », ou bien « on réfléchit », à toute question gênante. Chômeurs, travailleurs précaires, travailleurs à qui l'on impose toujours plus de travail pour toujours moins de salaire, travailleurs et usagers des services publics qui fonctionnent avec un personnel toujours plus réduit, vous qui patientez depuis dix-huit mois, il vous faudra patienter encore et encore, et laisser le Premier ministre continuer à réfléchir sur votre cas.

Il y a pourtant bien d'autres choses sur lesquelles Jospin n'a pas répondu : « patientez ». Les milliards que l'État verse à fonds perdus au patronat sous prétexte d'aide à l'emploi, Jospin ne les a pas gelés pour avoir le temps de réfléchir sur leur nécessité, il continue de les verser. Les suppressions d'emplois dans les services publics qui entraînent la

dégradation de la situation dans les hôpitaux, l'enseignement, les transports, il ne les a pas stoppées. Les privatisations qu'il reprochait tant à son prédécesseur Juppé, il les poursuit à un rythme plus soutenu encore. Quant à régulariser 60 000 sans-papiers qui ne mettent nullement en danger l'économie française, sur cela aussi Jospin a les idées arrêtées : c'est non et cela restera non.

Visiblement d'ailleurs, ce ne sont pas les quelques critiques, purement verbales, faites par les Verts sur sa politique à l'égard des sans-papiers, qui dérangent Jospin. Et en effet, de la part des Verts comme de la part des dirigeants du PCF, l'unique souci est de feindre de temps en temps la différence pour tenter de ne pas trop décevoir leur base et leur électorat, tandis qu'ils maintiennent la solidarité gouvernementale et contribuent ainsi, eux aussi, à dire qu'il faut attendre et laisser faire Jospin.

Tout cela a un nom, cela s'appelle lanterner la population pendant que l'on fait la politique réclamée par le patronat, par les couches les plus riches, et pendant que le chômage, la précarité, la misère s'accroissent pour la majorité. Et il n'y a pas à patienter ou à attendre, car à laisser faire le gouvernement rien ne changera, sinon en pire.

Et sur ce point, Jospin a peut-être tort de croire qu'il a tout le temps. Il y a trop longtemps que les travailleurs, les chômeurs, la population pauvre subissent cette politique antiouvrière pour qu'ils acceptent d'être lanternés encore et ne laissent pas éclater, finalement, la colère accumulée.

A. F.

# Orléans SANS-PAPIERS

Dimanche 22 novembre, les sanspapiers ont décidé de quitter le porche de la cathédrale d'Orléans qu'ils occupaient depuis 120 jours, pour s'installer dans une salle du théâtre de la ville. 22 d'entre eux continuent la grève de la faim qu'ils ont commencée le 25 octobre. La semaine précédente, Jean-Pierre Sueur, le maire PS d'Orléans, avait pris un arrêté d'insalubrité, lourd de menaces. La santé et la sécurité des sans-papiers n'étaient bien sûr que des prétextes. «Je ne peux pas me dissocier de la politique menée par Lionel Jospin», avait-il d'ailleurs déclaré. «Le préfet a pris plusieurs mesures bienveillantes, mais je ne crois pas que

cela soit bon qu'on régularise tout le monde».

Faut-il compter au nombre des «mesures bienveillantes» la présence, samedi 21 novembre, d'importantes forces de police bloquant l'accès de la préfecture aux 250 manifestants venus exiger la régularisation de tous les sans-papiers? Menacés par l'arrêté du maire et craignant une expulsion policière, épuisés par le froid, les sanspapiers ont finalement préféré investir une salle du théâtre.

Face à l'intransigeance et à l'inhumanité du gouvernement et de ses représentants locaux, ils se déclarent plus que jamais déterminés à conti-

### Extrême gauche

# LO-LCR: ACCORD SUR UN PROJET DE PROFESSION DE FOI

Comme nous l'annoncions dans notre précédent numéro, nous publions le texte de profession de foi pour les élections européennes, sur lequel les délégations de la LCR et de LO se sont mises d'accord. Ce texte est publié cette même semaine dans Rouge, l'hebdomadaire de la LCR. La mise sur pied de ce texte, dans un délai bref, atteste de la volonté de nos deux organisations que soit présente lors de cette prochaine élection une liste qui se définisse clairement comme s'opposant au capitalisme.

Certes cet accord, approuvé par les directions de nos deux organisations, ne met pas, c'est évident, un terme à nos divergences. Ce n'était ni la prétention de la LCR, ni celle de LO. Mais cet accord montre qu'il est possible de trouver, dans le cadre de la future élection, une base d'intervention commune entre deux organisations révolutionnaires, sans que chacune d'entre elles soit contrainte d'abandonner, en quoi que ce soit, ce qu'elle considère comme essentiel dans son intervention.

### LISTE LUTTE OUVRIÈRE – LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE CONDUITE PAR ARLETTE LAGUILLER ET ALAIN KRIVINE

# POUR L'EUROPE, DES MESURES RADICALES CONTRE LE CHÔMAGE!

L'Europe unie, sans frontières entre les peuples, c'est l'avenir. Mais l'Europe qu'ils prétendent construire n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des jeunes. Elle est au service des industriels et des groupes financiers. Leur Europe est celle de l'exploitation, une forteresse des multinationales, des Elf, Shell, Bouygues, Thomson, Siemens, Alcatel. Elle est conçue pour accroître les profits sur le dos de leurs propres salariés comme sur les peuples des pays pauvres.

Leur Europe n'est pas démocratique. Le Parlement européen n'est qu'un paravent pour le pouvoir discrétionnaire de la «commission européenne» issue de marchandages entre gouvernements et soumise aux puissances d'argent. Pourtant l'Europe dont ont besoin les salariés, les chômeurs, les jeunes, c'est:

- une Europe des droits démocratiques, où les populations contrôlent les décisions;
- une Europe des droits égaux, à commencer par le droit de vote, pour tous ceux qui y vivent, travaillent, étudient. Toutes les lois discriminatoires doivent être supprimées. Tous les sans-papiers doivent être régularisés;
- une Europe de l'égalité réelle, sociale et civique entre hommes et
- une Europe où l'avortement soit partout libre et gratuit;
- une Europe respectueuse de l'environnement, contrôlant les industries polluantes, sortant du toutnucléaire, alors que la logique capitaliste du profit maximum sacrifie la nature comme elle sacrifie les hommes et les femmes:
- une Europe qui annulerait la dette du Tiers-Monde, déjà plusieurs fois remboursée aux banquiers, une Europe qui planifierait le développement avec les pays du Tiers-Monde visant à satisfaire les besoins fondamentaux de tous.

L'Europe qui se fait aujourd'hui, avec plus de 20 millions de chômeurs et plus de 60 millions de pauvres, est malade du chômage, des inégalités, de la misère, du racisme.

Ce ne sont pourtant pas les frontières qui nous protègent du chômage. Nos gouvernements n'ont pas attendu l'euro et les traités européens pour imposer une politique d'austérité. Les politiques débouchant sur la monnaie unique, la Banque centrale, et les traités européens de Maastricht et d'Amsterdam, ont généralisé et coordonné à l'échelle européenne la réduction des budgets sociaux.

Ils se sont mis d'accord pour une monnaie unique, mais pour ce faire ont choisi de s'en prendre, non aux grandes fortunes, mais aux classes laborieuses, au détriment des emplois et des salaires, en privatisant et en démantelant les services publics, en imposant une politique agricole qui ne se soucie ni des populations rurales, ni des famines dans le monde.

A droite, qu'ils soient pour plus

mières victimes sont les jeunes et les femmes. On taxe de plus en plus les retraités et on leur fait payer plus la Sécurité sociale, alors que, du côté des riches, l'impôt sur les grandes fortunes rapporte moins que la redevance télévision. Les promesses n'ont pas été tenues: le gouvernement poursuit la mise en place du plan Juppé, il privatise Air France et France Télécom, il refuse d'augmenter les minima sociaux. Sa politique, en convergence avec le «pacte de stabilité» économique européen, impose une austérité perpétuelle. Il n'est pas sérieux de prétendre «réorienter l'Europe» tout en soutenant la politique de ce gouvernement, comme le fait le Parti Communiste, en haussant le ton, juste le temps d'une élection, mais

bénéfices accumulés par les grandes entreprises doivent servir à supprimer le chômage, au lieu d'alimenter les circuits financiers qui menacent l'économie d'une catastrophe majeu-

Il faut:

– cesser tous les cadeaux de l'Etat au grand patronat: subventions, dégrèvements fiscaux, diminution de la part patronale dans les cotisations sociales;

– utiliser l'argent ainsi économisé pour que l'Etat recrée des emplois dans les hôpitaux, dans les transports en commun, dans l'Education nationale;

– donner la priorité à des services publics de qualité, arrêter leur privatisation et étendre le sec-

 aligner les conventions collectives sur la base des meilleurs acquis des salariés. Garantir un salaire minimum européen supprimant les disparités actuelles qui entretiennent la concurrence entre les travailleurs, aligné sur le pays où il est le plus élevé.

Il faut imposer beaucoup plus les hauts revenus et taxer lourdement les profits spéculatifs. Il faut mettre sous contrôle tout le système bancaire et la banque centrale européenne. Et pour que ces mesures ne restent pas lettre morte, il faut rendre publics les comptes réels des grandes entreprises, comme les comptes en banque de leurs gros actionnaires, afin que les salariés, les consommateurs, toute la population puissent avoir un contrôle sur leur fonctionnement aujourd'hui secret. Ce serait, en même temps, le meilleur moyen de mettre fin aux scandales politico-financiers.

Voter pour la liste Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire

- C'est approuver une politique de mesures radicales faisant payer la crise à ceux qui en sont les responsables et qui en profitent, et pas aux populations.

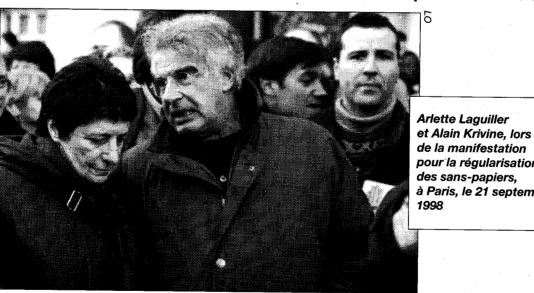
- C'est affirmer que, pour une Europe sans chômage et sans misère, il faut enlever aux capitalistes leur contrôle sur l'économie.

- C'est voter le plus à gauche possible, c'est aussi une façon radicale de montrer son opposition à la droite, de faire contre-poids à l'extrême droite.

C'est exprimer son opposition déterminée à la politique menée par le gouvernement.

 C'est s'opposer clairement à tout repli nationaliste. Les travailleurs de tous les pays ont les mêmes intérêts et la seule frontière qui vaille est celle qui sépare les exploiteurs du monde du travail.

En votant pour la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine, vous pouvez élire au Parlement européen des femmes et des hommes qui y défendront les intérêts des travailleurs, seront fidèles à leurs engagements et seront à vos côtés pour préparer les luttes collectives de



de la manifestation pour la régularisation des sans-papiers, à Paris, le 21 septembre 1998

d'Europe ou pour moins d'Europe, ils sont pour la même politique propatronale qui frappe les exploités et les opprimés. Quant à Le Pen, c'est notre pire ennemi à tous: il veut aggraver cette politique en s'attaquant encore plus aux travailleurs. en commençant par les immigrés.

Mais le gouvernement Jospin, comme ses prédécesseurs, refuse de puiser dans les profits énormes des grandes entreprises, seul moyen pourtant de financer la création d'emplois utiles, en nombre suffisant pour résorber le chômage et la précarité.

Il multiplie les cadeaux au grand patronat qui continue à licencier et à généraliser le travail précaire et le temps partiel imposé, dont les presans s'y opposer vraiment.

La grande grève de l'hiver 1995, le mouvement des chômeurs et leurs marches européennes ont manifesté le refus de la logique capitaliste et ont suscité la sympathie dans toute l'Europe. C'est la lutte collective des salariés, des chômeurs, sans frontières, sur la base d'objectifs communs, qui défendra les intérêts de l'écrasante majorité de la popula-

Pour mettre fin au drame individuel et collectif qu'est le chômage total ou partiel de plus de cinq millions de travailleurs dans ce pays, il faut enlever au patronat et aux financiers le contrôle absolu qu'ils exercent sur l'économie. Les

teur public aux entreprises qui font du profit sur les besoins élémentaires de la population: distribution d'eau, industrie pharmaceutique...

interdire les licenciements collectifs. Les entreprises qui font des milliards de bénéfices et qui licencient malgré tout ne doivent pas rester aux mains des patrons, elles doivent être réquisitionnées:

- imposer la réduction massive, coordonnée dans toute l'Europe, du temps de travail hebdomadaire, 35 heures vers les 30 heures avec maintien des salaires, sans une flexibilité qui permet aux patrons de varier les horaires de travail selon leur bon vouloir:

# Italie-Turquie DE GRANDES MAI ET UN OUBLIE: LE PEU

En mettant le pied sur le sol italien le 13 novembre, Abdullah Öcalan a déclenché une crise entre l'Italie et la Turquie, pays où depuis ce jour se déchaînent les discours nationalistes, les manifestations anti-italiennes et les campagnes de boycott des produits venus d'Italie.

C'est qu'Öcalan, plus connu sous le nom d'«Apo » (l'oncle en kurde), n'est autre que le principal leader du PKK, le « Parti des Travailleurs du Kurdistan », organisation nationaliste du Kurdistan de Turquie qui y mène, depuis quinze ans, une guérilla contre l'armée d'Ankara. Son arrivée à Rome n'est pas due au hasard, mais au nœud coulant que les militaires turcs ont réussi peu à peu à resserrer autour du PKK.



### Accords sur le dos des kurdes

L'armée turque, depuis quinze ans, quadrille le Kurdistan, vide les villages de leur population, arme des milices à sa solde, tue et emprisonne sans relâche, n'hésitant pas à faire d'une bonne partie

du Kurdistan de Turquie une véritable terre brûlée pour traquer les guérillas du PKK, tandis que les gouvernements turcs refusent tous obstinément de reconnaître à la population kurde le droit à l'autonomie et à user librement de sa

Mais en fait, si la situation semble évoluer aujourd'hui en faveur de la Turquie et de son

armée, c'est plus le résultat de grandes manœuvres diplomatiques que de ses manœuvres sur le terrain. Au mois de septembre en effet, la Turquie a obtenu, avec l'aide des pressions américaines, que la Syrie voisine cesse son soutien au PKK et à ses milices. Les dirigeants syriens ont alors prié « Apo » et le PKK de quitter la Syrie, où ils trouvaient jusqu'alors un appui et disposaient de camps d'entraînement. Les milices du PKK ont donc gagné le Kurdistan d'Irak et ont été placées sous la surveillance d'une des organisations kurdes irakiennes, l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani.

En effet, dans leurs manœuvres contre Saddam Hussein, les dirigeants américains s'appuient sur les milices kurdes qui tiennent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe, l'UPK de Talabani et le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Barzani, et aussi bien sûr sur l'armée turque. Barzani et Talabani ont cet avantage qu'ils limitent leur prétention au Kurdistan d'Irak et sont même prêts pour cela à s'allier avec le pouvoir turc... contre la guérilla kurde du PKK de Turquie.

C'est donc un front allant des USA - et la France en tant que comparse - à la Turquie, la Syrie et même l'Iran en passant par le PDK et l'UPK, qui s'est constitué et qui ne laisse pas de place au PKK. Non pas que ses dirigeants ne soient pas prêts à un arrangement, car le PKK d'«Apo » n'est, malgré son nom de « parti des travailleurs », pas fondamentalement différent, et pas plus démocratique que des partis comme le PDK et l'UPK. Mais si la Turquie est prête à trouver des arrangements avec les milices kurdes d'Irak, il n'en est pas question pour elle avec une organisation kurde de Turquie...

# Russie ÉTAT DE DÉCOMPOSITION AVANCÉE

« Un Etat de mort » titraient en Une les Izvestia, le jour de l'enterrement de Galina Starovoïtova, une députée « libérale » abattue quelques jours plus tôt.

Une partie de la presse et du monde politique russes a aussitôt crié au « meurtre politique ». Eltsine, lui, a promis de « suivre l'affaire en personne », ce qui ne doit guère inquiéter les tueurs. D'abord, parce qu'il l'a fait depuis l'hôpital qu'a rejoint, pour la énième fois, ce président qu'un journal populaire, le Moskovski Komsomolets, décrit comme un « cadavre vivant ». Ensuite, parce qu'aucun des nombreux meurtres de personnalités (cinq en quatre ans pour les seuls députés) n'a été élucidé, même quand la victime était un vice-gouverneur, un adjoint du président de la Douma ou un ancien chef d'état-major.

Cette fois, le chef de la FSB (l'ex-KGB) a pris lui-même l'enquête en main. Quelle efficacité cela peut-il avoir, alors que la FSB reconnaît que, sur 600 « contrats » exé-

cutés chaque mois dans le pays (selon Interpol), certains le sont par des membres de cette même FSB! Plus qu'à des raisons « techniques », l'enquête va forcément se heurter à des obstacles politiques : c'est l'ensemble de l'appareil dirigeant russe qui, de haut en bas, entretient des liens avec le monde du crime orga nisé. Cet Etat est si divisé en de multiples clans rivaux, en bandes usant de méthodes de gangsters pour s'enrichir, que la FSB, la police et la justice le sont tout autant, et pour les mêmes raisons.

Ce n'est pas d'hier que corruption et gangstérisme gangrènent tout l'appareil d'Etat de la bureaucratie. Mais ce cancer s'étale désormais au grand jour, tant il a pris d'extension sous la forme du « business » auquel s'adonnent ouvertement les membres de la couche sociale privilégiée, ces bureaucrates affairistes si souvent qualifiés, pour faire court, de « mafieux ».

La presse française a présenté Starovoïtova comme une exception intègre dans un monde de corruption. Reprenant les accusations de ses amis politiques en Russie, elle a mis en cause le Parti Communiste (KPRF) et les nationalistes, qui auraient eu intérêt à éliminer Starovoïtova, selon les journaux, parce que la députée aurait notamment découvert un réseau financier occulte du KPRF. Pourtant, depuis des années que les politiciens russes amusent la galerie en se jetant mutuellement à la tête des « kompromats », ces révélations sur leurs mœurs corrompues n'ont tué personne, pas même politiquement, dans leurs rangs. En revanche, plus d'un a été victime d'attentat (y compris un ministre « libéral ») dans des affaires de trafics plus ou moins légaux ou de contrôle de sources d'enrichissement en tous genres. Et Saint-Pétersbourg, seconde capitale et surtout première porte maritime du pays, dont Starovoïtova était une des élus, ne cesse de faire les gros titres de la rubrique criminelle tant il y transite de richesses excitant les convoitises des politiciens et

Alors, de tels agissements sont si largement partagés par toute la classe politique russe et les milieux affairisto-gangstéristes qu'elle fréquente, qu'on ne voit pas, dans ce meurtre, pourquoi privilégier une piste plutôt qu'une des nombreuses autres possibles. Après tout, ceux que la presse cite comme des ennemis de la députée, tels le gouverneur de la région de Léningrad, lié au KPRF, ou le président de la Douma et membre du KPRF, qui aurait disputé à la députée ce même poste de gouverneur, ont vu abattre certains de leurs adjoints locaux, sans que la presse n'accuse... leurs rivaux, dont les « libéraux » de Starovoïtova, et les groupes économico-financiers se tenant derrière eux.

Et puis, le tableau dressé par les journaux d'une députée modèle de probité a de quoi laisser sceptique. Pour se faire élire et réélire, elle a bénéficié, comme bien d'autres, du « sponsoring » d'entreprises et de banques qui escomptaient des avantages en retour. Quant à ses parrains en politique — Gaïdar, ancien Premier ministre d'Eltsine en 1992, avec lequel elle collabora durant la période de la « thérapie de choc » où la population se trouva brutalement appauvrie au profit des bureaucrates convertis en « hommes d'affaires », ou encore Nemtsov, ancien gouverneur affairiste puis vice-Premier ministre - les présenter comme des références morales aurait de quoi faire sourire, si cela n'avait eu des conséquences dramatiques pour toute la population.

De cela, la presse dite objective d'ici ne parle guère, et pour cause. Dans un pays notoirement saigné à blanc par la bureaucratie sous des gouvernements se présentant comme « libéraux » et partisans du « marché », elle croit avoir trouvé, enfin, avec Starovoïtova, une libérale « présentable ». Si même cela était vrai, elle aurait bien du mal à en trouver d'autres...

P.L.

# ICEUVRES PLE KURDE

### A la recherche d'un asile

« Apo » n'avait donc plus, lui, qu'à rechercher une terre d'asile et, après un passage à Moscou, il a demandé l'asile politique à Rome. L'Italie semblait en effet, des pays européens, celui où une telle demande était la moins risquée. La France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne n'étaient certainement pas prêtes à se brouiller avec la Turquie pour offrir l'asile à un dirigeant kurde. En revanche, l'Assemblée nationale italienne avait accueilli récemment une réunion du parlement kurde en exil, et le nouveau gouvernement italien compte des ministres communistes, dont le ministre de la Justice, qui ont affirmé il n'y a pas longtemps leur soutien à la cause kurde, même s'ils n'imaginaient sans doute pas être obligés si vite de passer aux actes.

Il est difficile au gouvernement italien de faire droit aux demandes d'extradition de la Turquie, ce qui serait contraire aux conventions selon lesquelles les pays de l'Union européenne n'extradent pas vers des pays où les inculpés risquent la peine de mort. D'autre part l'Allemagne, où « Apo » serait passible de poursuites, a fait néanmoins savoir qu'elle ne demanderait pas qu'on le lui livre, peu soucieuse qu'elle est de se mettre dans la situation embarrassante qui est aujourd'hui celle de l'Italie. Le gouvernement italien en est donc réduit à attendre l'expiration des échéances judiciaires, après quoi « Apo » serait sans doute prié de gagner un autre pays d'accueil; qui pourrait être la Libye.

En attendant, c'est le gouvernement turc qui se déchaîne. Au moment où sa majorité parlementaire est sur le point d'éclater, l'occasion est en effet trop belle de se

livrer à une diversion autour de surenchères nationalistes. L'Italie est pointée du doigt comme « alliée des terroristes ». Des manifestations quotidiennes, dues le plus souvent à l'extrême droite, se déroulent devant son ambassade pour demander qu'elle livre « Apo ». Les magasins Benetton, les boutiques de mode italiennes, voire les pizzerias d'Istanbul sont désertés et ferment les uns après les autres. Les contrats des entreprises italiennes avec la Turquie semblent compromis, alors que ce pays est un important partenaire commercial pour l'Italie. Et l'on peut imaginer que les partenaires européens de celle-ci, pas trop solidaires, se frottent discrètement les mains en pensant à tous les marchés qu'ils pourront reprendre.

Il n'y a évidemment pas à pleurer sur le sort de Benetton ou de Fiat : les affaires sont les affaires, et commerce et contrats reprendront sans doute de plus belle dès la crise passée. Et l'on trouvera à « Apo » une place quelque part, en Libye ou ailleurs, où il ne soit pas trop gênant et où on le laisse attendre, pour le cas où on aurait besoin de lui dans un règlement diplomatique dans dix ans, dans trente ans ou jamais.

Mais dans toute cette affaire une seule chose est certaine : dans les grandes manœuvres militaires et diplomatiques qui se nouent au Moyen-Orient sous la surveillance impérialiste, il n'y a aucune place pour les droits des peuples, et surtout pas pour celui du peuple kurde. Ils n'auront de place que dans un Moyen-Orient débarrassé de l'impérialisme, de tous les régimes d'oppression qui se partagent la région, et même des leaders de milices kurdes qui, malheureusement, n'aspirent qu'à jouer le même rôle.

André FRYS

# Au sommaire de n°38

novembre 1998

- Italie: Rifondazione Comunista passe à l'opposition
- Brésil: L'évolution du Parti des Travailleurs
- Grande-Bretagne: Une nouvelle vague de licencie-
- Soudan : Sur la ligne de front des rivalités impérialistes
- Tribune de la minorité: Le mouvement lycéen : entre la «galère» et la politique prix 10 F - envoi contre 12 F en timbres

# Maroc QUAND LES MINISTRES SOCIALISTES SE PENCHENT SUR LE CHÔMAGE

Au Maroc, où le Premier ministre est depuis peu un socialiste, comment le pouvoir s'adresse-t-il à la population pauvre? Le quotidien marocain Libération en donne une idée à travers deux articles consacrés, le 27 octobre dernier, à une manifestation de jeunes chômeurs brutalement dispersée par la police la veille, à Rabat.

Libération est en effet le journal en langue française de l'USFP, le parti socialiste marocain auquel appartient le Premier ministre Abderrahman Youssoufi, et le directeur du journal, n°2 de l'USFP, est également ministre de l'Aménagement du territoire dans

nement, les socialistes marocains semblent donc – à lire leur presse sans grand pouvoir sur la police. Du moins leur reste-t-il le pouvoir de faire la morale aux jeunes chômeurs, et ils s'y livrent sans retenue, « Chômeurs, on vous a menti », tonne le rédacteur de l'éditorial. « Pas aujourd'hui, pas il y a quelques mois ni même quelques années... On vous a menti dès le premier jour où vous avez mis les pieds dans une école ».

Et en quoi a-t-on menti à cette jeunesse aujourd'hui réduite au chômage? Qui lui a menti? Les dirigeants de l'USFP, qui ont affirmé que les choses allaient commencer à changer pour les pauvres par la grâce de leur entrée au gouvernement, aux côtés de l'inamovible ministre de l'Intérieur, Driss Basri, et sous la tutelle de leur ami le roi? Vous n'y êtes pas!

Bien qu'ils dirigent le gouver- vernement pour expliquer l'économie aux chômeurs, qui se voient tout de même autorisés à poser des revendications, à la condition expresse qu'ils ne veuillent pas des emplois. « Réclamer une ANPE, des cellules d'information près de chez vous, un revenu d'insertion ou une indemnité chômage, et vous aurez raison »...

Pour ceux qui ne veulent rien comprendre aux lecons de Youssoufi et de ses amis, il reste les matraques et les prisons de Basri. Au Maroc, selon les chiffres publiés l'an dernier par le ministère de la Population, 13 % de la population, soit 3,5 millions de personnes, vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Encore ce seuil est-il fixé très bas, à 313 dirhams, soit moins de 200 F par mois. La moitié de la population doit se contenter de moins de 500 dirhams, soit environ



le gouvernement Youssoufi.

La manifestation du 26 était organisée par une association de diplômés au chômage, une catégorie qui compte près de 200 000 personnes, selon les statistiques officielles.

Avec un art consommé de l'euphémisme, Libération relate que « les autorités, qui n'ont pas donné leur aval (sic) à cette manifestation, ont réagi vigoureusement... Bilan: six blessés et une douzaine de manifestants interpellés, parmi lesquelles le secrétaire général de l'association ». On apprend aussi que « la police s'est déployée aux carrefours... donnant à sa présence un aspect imposant et inhabituel dans la capitale depuis l'avènement du gouvernement de l'alternance ».

l'USFP, c'est que « jamais on n'a expliqué (aux chômeurs) comment fonctionne le marché du travail »! « On vous a menti parce qu'on ne vous a pas appris ce qui aujourd'hui vous manque terriblement: comment trouver un travail!»

Les honorables socialistes du roi savent, eux, comment trouver un travail... Mais en tout cas, qu'on se le dise, « le trayail ne se trouve pas au bout d'une manifestation, fût-elle devant le Parlement ». Dernier argument qui aura sans doute achevé de convaincre les chômeurs: « Non, vous n'êtes pas homogènes, interchangeables, et donc embauchables en masse. Ce serait triste pour vous »!

Cette fois la cause est entendue, les socialistes sont au gou-

Le mensonge que dénonce 300 F, alors que le salaire minimum est officiellement fixé à 1 600 F dirhams!

> Cela n'empêche évidemment pas une minorité de riches parasites de vivre dans le luxe, tandis, que les entreprises occidentales, les Bouygues, Thomson, Lyonnaise des Eaux ou Fiat, tirent de l'exploitation de la misère de substantiels profits.

S'ils veulent à leur tour comprendre quelque chose le jour où la marmite explosera, les habiles dialecticiens de l'USFP devraient vite se pencher sur une nouvelle question : Qu'y-a-t-il de plus pourri au royaume du Maroc : les flics matraqueurs et corrompus de Driss Basri... ou les socialistes qui se prostituent au gouvernement de Hassan II?



octroyer le privilège de vendre des produits sans les taxes, dans une limite de 600 F à 1200 F par acheteur.

Dans ce créneau, s'est développé tout un commerce «hors taxes» qui porte principalement sur les produits habituellement très taxés comme les alcools, le tabac, les parfums et la maroquinerie, et dégage depuis des années des bénéfices confortables. La suppression du «hors taxes» provoque donc des inquiétudes.

C'est particulièrement marquant à Calais, où s'est développé cette dernière décennie un tourisme de «voyageurs d'un jour» qui, profitant de promotions mettant la traversée entre l'Angleterre et la France à moins de 10 F, faisaient le voyage uniquement pour acheter «hors taxes» les bouteilles d'alcool pouvant y être vendues la moitié du prix pratiqué

dans les commerces classiques.

Un rapport, commandé par le gouvernement français, avance le chiffre de 10000 emplois menacés par la suppression du «hors taxes» en France. Les aéroports, Londres en premier, et aussi Paris, Nice et Tarbes (où transitent les pèlerins pour Lourdes), seraient touchés par des suppressions d'emplois dans les boutiques «hors taxes», ainsi que les compagnies maritimes, en particulier transmanche. Rien que pour la région de Calais, ce rapport évoque la perte de 3 700 emplois.

La compagnie maritime SeaFrance (filiale de la SNCF), qui réalise 50 % de son chiffre d'affaires dans la vente «hors taxes», assure qu'elle ferait faillite, ou du moins qu'elle devrait licencier plus d'un tiers de ses 1 100 salariés, d'autant plus qu'il est possible que la SNCF l'abandonne en 1999.

Les commerçants de l'agglo-

mération calaisienne, qui vendent avec taxes, mais profitent quand même de la venue des excursionnistes anglais, crient eux aussi à la faillite. Ce qui fait que dans le Calaisis, de la gauche à la droite, tous les hommes politiques protestent contre la suppression du «duty free». Le Parti Communiste Français (Calais a un maire PCF) et les syndicats du secteur mènent campagne contre sa suppression. Des manifestations à Bruxelles et devant le ministère des Finances ont été organisées, armateurs et salariés ensemble.

Pourtant, si la suppression du «duty free» entraîne des transferts d'achats, ne serait-ce qu'au regard des solides bénéfices accumulés depuis des dizaines d'années par les patrons et les actionnaires de ce commerce, ce sont ces derniers qu'il faudrait contraindre à prendre à leur charge la reconversion des salariés qui perdraient leur emploi.

Si la direction de SeaFrance tempête encore plus que les autres compagnies, c'est sans doute qu'elle se prépare à utiliser le prétexte de la suppression du «hors taxes» pour de nouvelles mesures de suppressions d'emplois et de réduction de salaires, qu'elle aurait de toutes façons tenté d'imposer, ne serait-ce qu'à l'occasion de la séparation d'avec la SNCF.

Quant aux commerçants calaisiens, c'est bien plus la stratégie commerciale de P & O-Stena, qui privilégie maintenant l'augmentation de ses tarifs au détriment du tourisme court et bon marché, qui serait responsable d'une éventuelle baisse de leurs ventes, et non la suppression du duty free.

Des politiciens calaisiens envisagent de demander d'étendre à toute la ville de Calais un statut de « zone franche urbaine», où les entreprises ne paye-

raient pas d'impôts, soi-disant pour sauver l'emploi. Mais ce régime des « zones franches urbaines» a déjà coûté à la collectivité 760 millions de francs en 1997 pour seulement créer (ou maintenir) 2000 emplois. Ce qui revient à 380 000 F par emploi et par an! Alors une zone franche, cela profiterait sans aucun doute au patronat, peut-être à certains gros commerçants, mais en aucun cas aux travailleurs.

Les travailleurs doivent défendre leurs intérêts autrement qu'en exigeant le maintien de privilèges archaïques pour quelques patrons, comme le «duty free», et de nouveaux privilèges comme les «zones franches urbaines». L'objectif de leurs luttes doit être le maintien de leur emploi, et surtout le maintien de leurs revenus, quitte à ce qu'on prenne sur les bénéfices accumulés des entreprises et des actionnaires, notamment ceux de P & O-Stena.

# DES COMPAGNIES MARITIMES **FLORISSANTES**

Le trafic transmanche est en la compagnie anglaise P & O fices en 1997. Et SeaFrance hausse et représente aujourd'hui la moitié du trafic maritime européen. En 1986, 17 millions de passagers ont été transportés, dont 13 millions par les ports de Calais, Boulogne et Dunkerque. En 1997, il y en a eu 37 millions, dont 22 millions essentiellement par Calais (le trafic voyageurs par Boulogne et Dunkerque ayant pratiquement disparu) et 9 millions par le tunnel sous la Manche. En plus, le trafic fret a explosé. Il a augmenté de 20 % par an depuis trois ans, et même de 30 % depuis la fin 1997.

Quant aux profits, en 1995,

European Ferries a réalisé 500 millions de francs de bénéfices après impôts - plus de 130 000 F par salarié – et 180 millions de francs en 1996. Mais les actionnaires de P & O EF ont empoché bien plus: 960 millions de francs en 1995 et 700 millions en 1996, en puisant dans les réserves financières de la compagnie. Et ces dernières années P & O a augmenté encore sa rentabilité en licenciant une centaine de salariés en France et dix fois plus en Angleterre.

Quant à la compagnie suédoise Stena Line, elle a réalisé 340 millions de francs de béné-

(20% du trafic transmanche), après des pertes de 110 millions de francs en 1996 (séparation d'avec Stena Line), a doublé son chiffre d'affaires en 1997 et réduit ses pertes à seulement 11 millions de francs.

La fusion de P & O EF et Stena Line en mars 1998 sur le transmanche a dû permettre à la nouvelle compagnie, qui contrôle maintenant 80 % du trafic transmanche maritime, d'économiser de l'ordre de 750 millions de francs supplémentaires par an.

Même Eurotunnel en 1997 a réalisé 650 millions de francs de bénéfice (hors déficit bancaire).

Enfin, P & O-Stena Lines a mois de 1998, par rapport à la réduit le nombre des ferries de 9 à 7, et augmenté ses tarifs. Cela a entraîné une baisse du nombre de voyageurs, surtout dans le tourisme court, mais une augmentation de ses profits!

D'après le directeur des ventes de Seafrance, «le trafic transmanche n'est plus une course aux parts de marché. Chacun a assis sa position et il s'agit maintenant de pratiquer des prix en rapport avec la réa-

Avec la diminution des tarifs très bon marché, le trafic passagers a reculé de plus d'un million de voyageurs, soit 16%, rien que pour les cinq premiers

même periode de 1997.

Quant au transport fret, sa forte augmentation est liée notamment à la spécialisation des sites de production et aux flux tendus, y compris entre l'Angleterre et le continent.

Malgré la forte concurrence dans ce secteur, une nouvelle ligne de fret a même été ouverte entre Dunkerque et Hull, sur la côte est de l'Angleterre, pour le transport de conteneurs... avec des équipages roumains et polonais payés 3000 F par mois!

On a là une petite idée des profits que génère le trafic transmanche... «duty free» ou pas!

### Au Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

## L'ARGENT PUBLIC **DOIT SERVIR A CREER DES EMPLOIS PUBLICS**

Jacques Volant, conseiller régional LO du Nord-Pas-de-Calais, lors de l'audition de cinq délégués CGT de SeaFrance par la commission «Transports et Infrastructures» du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, a été amené à intervenir sur la question. Voici des extraits de ses déclarations.

«Les responsables de la Région et de l'État ont créé en 1991 une société d'économie mixte (la SAEM IRT) à capitaux publics avec comme partenaire privé Stena Sealink (devenu depuis Stena Line). Mais Stena Line, pour augmenter la rentabilisation de ses capitaux privés - pour augmenter ses profits -, a dénoncé l'accord et s'est alliée avec P & O. SeaFrance, l'enfant de la société d'économie mixte régionale et de la SNCF, s'est retrouvée en difficulté après la séparation d'avec Stena... et a misé sur la vente hors taxes (le "duty free") pour remonter son

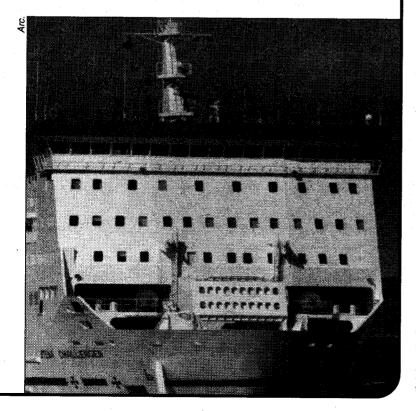
chiffre d'affaires et ses bénéfices... alors même que le "duty free" était appelé à dis-

Une fois de plus, les responsables politiques, de droite comme de gauche, ont voulu jouer aux capitalistes - avec l'argent des impôts et ils sont en train de perdre.

C'est pour cela que je redis avec force qu'il faut que l'argent public serve à créer des emplois publics, au service de la population et non pas des capitalistes, notamment dans les transports publics, l'éducation, les hôpitaux, etc.

C'est pour cela que Sea France devrait être entièrement intégrée à la SNCF, et que le personnel qui le souhaite – y compris les marins – soit entièrement intégré au statut de la SNCF, comme les officiers en ont la possibilité.

Et s'il y a déficit de cette activité de transport transmanche, il est tout à fait possible de le combler en diminuant les subventions à fonds perdus allouées aux entreprises privées, d'autant plus qu'elles font de larges bénéfices.»



### **Amiante**

# UN EFFET D'ANNONCE, POUR DES MESURES BIEN TIMIDES

Le 19 novembre, Martine Aubry a annoncé que les travailleurs victimes de maladies professionnelles liées à l'amiante pourront prendre une retraite anticipée à l'âge de cinquante ans. Mais cette mesure, présentée avec ostentation par le gouvernement, est la moindre des choses. Face à ce véritable fléau que constitue l'asbestose, on est loin du compte.

Car l'amiante est une substance responsable en particulier de cancers incurables (tumeurs pleurales, cancers broncho-pulmonaires...). Il a été largement utilisé pendant des dizaines d'années, tant dans le bâtiment que dans l'industrie. Cela fait plus de 50 ans que l'on connaît les risques encourus quand on emploie ce matériau comme en en respirant indirectement les poussières. Pourtant il a fallu attendre 1977 en France pour qu'apparaissent les premières réglementations limitant son utilisation. Et ce n'est qu'en 1996 qu'est entrée en vigueur l'inter-

diction de sa fabrication et de son utilisation. Jusqu'à cette date, ce sont des milliers et des milliers de personnes qui ont été contaminées. Les maladies n'apparaissant que des dizaines d'années plus tard, on a du mal à évaluer les dégâts déjà commis, en particulier le nombre de victimes à venir.

Comme le nombre de ces victimes ne cesse d'augmenter et que le scandale devient patent, le gouvernement a fait un geste, mais combien timide. Tout d'abord, la retraite anticipée ne concerne que ceux qui ont déjà développé la maladie. Sont exclus tous ceux pour qui il est avéré qu'ils ont été exposés à l'amiante, mais qui sont, pour le moment, en bonne santé. La ministre a souligné qu'il n'était pas question d'inclure «tous les salariés qui ont pu être exposés fortement et de facon continue à l'amiante», notamment ceux qui ont travaillé dans les entreprises spécialisées de flocage et de calorifugeage (qui utilisaient massivement l'amiante) ou celles qui utilisent l'amiante dans leurs fabri-

cations. Seules trois à quatre mille personnes sont donc concernées par cette mesure bien modeste, celles qui travaillent dans des entreprises qui extraient et exploitent directement l'amiante.

De plus, pour financer ce projet, il n'est pas question de demander quoi que ce soit aux entreprises. L'Etat paiera, donc le contribuable. En effet, selon la ministre, il ne faut pas «ouvrir un conflit avec le patronat» et «ne pas remettre en cause la baisse de la cotisation accidents du travail - maladies professionnelles»!

Ainsi les coupables, les entreprises et en particulier celles qui ont été directement les responsables à l'origine de ce drame. s'en sortent sans débourser un centime. Le gouvernement n'a même pas la volonté de mettre un tant soit peu à contribution ces diverses sociétés qui ont accumulé des milliards de profits en commercialisant en toute connaissance de cause ce poison, telle Everite, filiale du richissime trust Saint-Gobain.

Paul BARRAL

### Troyes

# **CONTRE** LA FERMETURE DE L'USINE BENETTON

Mercredi 18 novembre, une manifestation dynamique de 300 personnes a défilé dans Troyes. Avec les travailleurs de l'usine Benetton et de l'entreprise soustraitante Angelica de La Chapelle-Saint-Luc, elle était surtout composée de militants syndicaux et politiques. Après l'organisation de débrayages, après avoir bloqué l'entrée et la sortie de tout camion pendant trois jours, les syndicats présents chez Benetton, la CFDT surtout, mais aussi FO et la CFTC, ont eu le soutien, pour cette manifestation, de la CGT, de l'UNSA.

Car United Colors of Benetton a annoncé en septembre la fermeture de l'usine de La Chapelle-Saint-Luc, dans l'Aube. Ainsi, les 169 salariés (surtout des femmes) de l'usine produisant des pulls sont menacés de chômage, y compris toutes celles qui avaient été mutées il y a deux ans de l'usine Benetton de Châlons-en-Champagne, lors de sa fermeture. Dans l'Aube, les licenciements ont d'abord touché les salariés des usines de sous-traitance qui ont déjà fermé ou, comme

l'entreprise Angelica, sont aujourd'hui en dépôt de bilan. Le département est donc particulièrement touché puisque le textile est la branche dominante dans l'industrie de la région.

Pourtant le groupe Benetton est florissant. Après avoir spectaculairement profité de la dévaluation de la lire, il a accumulé de tels profits qu'il a pu accroître fortement ses investissements dans le textile-habillement. L'an dernier, le groupe Benetton-France a distribué à sa maison-mère la somme de 25 millions de francs. Mais cette année, les profits se tassent et des pertes seraient prévisibles dans l'avenir. «Les consommateurs portent de moins en moins de pulls, ils veulent des vêtements plus légers, moins chauds » a déclaré Luciano Benetton au journal Le Monde. D'autre part, la presse italienne a révélé récemment comment Benetton, par le biais d'un sous-traitant en Turquie, y profitait de la main-d'œuvre à bon marché d'enfants de moins de quatorze ans. Aujourd'hui il choisit de transférer une partie de sa

production en Hongrie, d'y développer la production de l'usine implantée depuis deux ans. Il n'a cessé d'encaisser les aides de l'État classiques, comme les allégements fiscaux, avec en plus, depuis 1994, celles du plan Borotra, de baisse des charges dans l'industrie textile. Ces millions se sont volatilisés en profits. Et le préfet de l'Aube l'a clairement annoncé: «Il n'y aura pas de demande de remboursement des aides».

Benetton continue de supprimer des emplois. Il a même eu le cynisme de proposer en guise de plan de mutation interne, 50 emplois en... Italie. En réponse à la demande de versement d'une prime en sus de celles prévues par les textes en vigueur, le versement d'une prime dite de «préjudice moral» est fait à condition que les syndicats acceptent que l'entreprise ferme en avril, six mois plus tôt que la date prévue au départ.

Après tout ça, Benetton pourra toujours se présenter comme défenseur des droits de l'homme dans ses campagnes de publicité choc!

# Dans les entreprises

### Tourcoing

# MORT ENTRE LES MAINS **DE LA POLICE**

À Tourcoing, Sidney Manoka Nzeza, un jeune Zaïrois de 25 ans, a été tué par la police le 6 novembre au cours d'une interpellation, quelques minutes après avoir eu une banale altercation avec un automobiliste. L'autopsie a révélé que la mort avait été provoquée par une «asphyxie par compression thoracique»...

terpellation a dû être particulièrement violente. En tout cas la police n'a pas été très zélée pour donner des explications sur les circonstances exactes de l'interpellation et sur la mort de Sidney. 500 personnes se sont retrouvées le 18 novembre à la manifestation en sa mémoire, venues témoigner leur dégoût d'une police connue pour son racisme et ses contrôles répétés et méprisants, mais aussi pour exiger que toute la lumière soit faite.

Parmi les manifestants, on trouvait beaucoup de jeunes de Roubaix et de Tourcoing, mais aussi des mères de famille, des ressortissants zaïrois et des sans-papiers en lutte ainsi que des militants antiracistes. Des jeunes du quartier ont refusé de suivre le parcours choisi par SOS-Racisme, en fait imposé par la préfecture, le long du canal, dans un quartier périphérique de la ville de manière à éviter le commissariat. Une partie du cortège changea d'itinéraire pour aller vers

On devine donc que l'in-celui-ci, une partie criant «Police assassins ». A peine arrivé au commissariat, ce cortège fut chargé sans sommation par la police, restée jusque-là très discrète, mais qui en fait se tenait prête. Plusieurs manifestants furent

matraqués et un défilé de voitures banalisées bourrées de policiers commença à quadriller le centre ville pour procéder à des contrôles et à des interpellations.

Cependant le reste de la manifestation se dirigeait vers la gare, où Fodé Sylla, le président de SOS-Racisme, rappela les circonstances obscures de l'interpellation de Sidney puis demanda de faire confiance à la justice, même s'il fallait attendre un an ou deux, et parla de «l'urgence

de réconcilier les jeunes et la police». Pourtant à Wattrelos, une ville attenante à Tourcoing, on se souvient que, pour une «bavure» similaire ayant entraîné la mort d'un jeune beur, la justice avait laissé dormir l'affaire trois ans avant de prononcer... une peine de 24 mois de prison, dont 16 avec sursis, pour le policier incriminé.

Ce discours fut donc très peu applaudi, contrairement à celui du représentant du Comité des Sans-Papiers du Nord qui rappelait que Sidney n'était pas la victime d'une simple «bavure»; sa mort est malheureusement le résultat de la politique de l'immigration des gouvernements successifs, dont celui actuel de Jospin, qui fait le lit des préjugés racistes et fait que des policiers se sentent tout permis.

La manifestation terminée, la police continuait à contrôler, à fouiller et à disperser les petits groupes éparpillés. Des groupes d'une vingtaine de personnes ont alors pris à partie les CRS, leur demandant où était la «justice», le «droit» et «l'intégration». Ils interpellaient aussi les journalistes en leur demandant «de faire leur travail pour une fois» et de montrer de quel côté venait vraiment la provocation. Bilan de la soirée, une vingtaine de gardes à vue, alors qu'il a fallu attendre le samedi 21 novembre pour que le ministre juge enfin bon de prendre des sanctions contre les policiers meurtriers.

En montrant aussi peu d'empressement à sanctionner les assassins, en s'en prenant aux manifestants venus réclamer justice et en les présentant comme des délinquants à mater, l'État ne fait que renforcer l'exaspération des jeunes et montre que sa police n'est qu'un instrument de répression contre la population.



# Profs LE MAMMOUTH ALLÈGRE TROMPE ÉNORMÉMENT

de l'enseignement secondaire, pour les collèges et les lycées. Cela peut sembler beaucoup. Ce chiffre est pourtant en baisse de 12% par rapport à 1998, où la baisse était déjà de 9,8%. Et surtout ces postes proposés ne seront pas tous couverts. Les jurys ont l'habitude de ne pas utiliser tous les postes à leur disposition et le ministère ne s'attend pas à ce que plus de 19810 personnes soient reçues à ces concours.

Comme 14 110 professeurs partent en retraite cette année, le ministère annonce donc fièrement que ce seront 5 700 postes de titulaires supplé-

stes proposés aux concours escroquerie. Car une partie comprend qu'Allègre ne tienseulement de ces postes, 13 704 (dont combien seront pourvus?), sont proposés à l'extérieur et correspondent à un véritable recrutement. Les autres permettent la promotion interne de professeurs, titulaires ou auxiliaires, déjà en poste. Au lieu d'un gain de 5 700 postes, il faut donc s'attendre à une perte de plus de 2000.

Le ministre de l'Éducation nationale, Allègre, avait par ailleurs promis d'annoncer un plan de recrutement sur plusieurs années. Cet engagement n'a pas été tenu. Si le mouvement de diminution des pro-

En 1999, il y aura 22 534 mentaires. Mais c'est une fesseurs doit se poursuivre, on ne pas à l'annoncer à l'avance.

> Mais alors pourquoi a-t-il parlé d'augmenter le nombre des adultes et des professeurs dans les collèges et les lycées? Seulement dans l'espoir de faire reprendre les cours aux élèves en grève en octobre dernier? De toute façon, les élèves, les profs et les parents d'élèves verront qu'il a menti, qu'il y a moins de professeurs dans les classes, pour davantage d'élèves.

> L'Allègre... ment. Et ce n'est pas un simple jeu de

> > Vincent GELAS

### **Amiens**

# **MANIFESTATIONS**

ron 2000 étudiants de l'université des sciences humaines ont défilé dans les rues d'Amiens quatre heures durant. Cela faisait suite aux assemblées qui s'étaient déroulées depuis le début de la semaine sur le campus, dans le grand amphithéâtre occupé nuit et jour par les grévistes.

C'est, entre autres, le rapport Attali demandé par le gouvernement concernant «les grandes orientations pour l'université du troisième millénaire» qui a suscité la réaction des étudiants. Ceux-ci protestent contre le désinvestissement croissant de l'État dans la prise en charge des universités: baisse du nombre de postes du personnel, augmentation des emplois précaires, augmentation des droits d'inscription, intervention crois-

Jeudi 20 novembre, envi- sante des entreprises privées dans les choix d'enseignement.

Cela ne va nullement dans le sens d'un enseignement gratuit, ouvert à tous, et d'une culture générale qui ne soit pas spécialisée en fonction des intérêts de telle ou telle entreprise ou groupe capitaliste. Cela fait au contraire partie des restrictions que le gouvernement impose dans tous les services publics: hôpitaux, PTT, SNCF, lycées, etc., en vue de disposer de toujours plus d'argent à donner à fonds perdu au patronat.

Les étudiants d'Amiens espèrent que l'impulsion qu'ils ont donnée et l'agitation dans plusieurs autres facultés, comme Toulouse et Montpellier. vont s'étendre. En tout cas le succès de la manifestation ne peut qu'encourager à la pour-

suite du mouvement.

# Dans les entreprises



# Face aux provocations

de la direction,

# LA RIPOSTE A L'ORDRE DU JOUR?

En France, la journée européenne de grève à laquelle l'ensemble des cheminots, roulants et sédentaires toutes catégories confondues, étaient appelés le 23 novembre, a été un succès. Sur la lancée de cette journée largement suivie, l'en-

semble des syndicats a appelé à une journée de grève, nationale cette fois, vendredi 27 novembre, sur les effectifs.

Le 23 novembre, toutes les directions syndicales du pays, CGT, CFDT, FO, SUD-Rail, CFTC, FGAAC (syndicat autonome des agents de conduite) et FMC (cadres) s'étaient accordées pour organiser cette journée d'« eurogrève ». En France comme en Espagne, au Portugal, en Belgique, en Allemagne et en Angleterre, les cheminots étaient appelés à faire grève ce jourlà contre la «libéralisation» des réseaux ferrés européens.

Mais ce ne sont pas tant les raisons avancées officiellement par les états-majors syndicaux qui ont assuré, ici, le succès de la grève, qu'un mécontentement accumulé par les cheminots depuis des mois et des mois, à cause du manque d'effectifs de plus en plus flagrant d'un bout à l'autre de la SNCF et à cause de l'attitude véritablement provocatrice des directions régionales, sous la houlette de leur président, Louis Gallois, et du gouvernement.

Les raisons de la colère ne manquent pas, en effet. La direction avoue, sans plus aucun détour, que si les effectifs ont considérablement baissé (80 000 cheminots de moins en quinze ans), ils doivent encore

baisser cette année d'au moins 1500. Dans le même temps, le gouvernement se félicite par la voix du ministre PCF des Transports, Jean-Claude Gayssot, de l'augmentation du trafic et annonce sa volonté de «développer le transport ferroviaire pour partir à la conquête de nouveaux trafics et de nouvelles parts de marché ». Plus de trafic et donc plus de travail, avec un personnel moins nombreux auquel les directions régionales ont pour consigne d'imposer plus de flexibilité, voilà la politique que la direction SNCF a visiblement décidé de pratiquer.

Seulement, aujourd'hui, les cheminots en ont par-dessus la tête des attaques à répétition qu'ils subissent et ne veulent plus assister sans réagir aux compressions d'effectifs.

Parmi les mouvements les plus récents (et certainement pas les derniers), celui des cheminots de Marseille pour réclamer des embauches n'est probablement pas terminé. A peine la fin de leur grève (qui durait depuis douze jours) votée, ils décidaient de ne pas reprendre le travail mais de faire la journée de grève du 23 novembre avec tous les autres cheminots. La direction ne leur a accordé qu'une quarantaine d'emplois... d'ici trois ans (dont une partie proviendrait de mutations, par-dessus le marché) et elle agite des menaces de sanctions graves à l'encontre des grévistes qui auraient retenu quelques cadres un peu trop longtemps à leur goût. Les cheminots de Marseille ont donc toutes les raisons d'exprimer à nouveau haut et fort leur refus et leur colère. Ils ont toutes les raisons de se saisir de l'appel à la journée de grève nationale lancée pour réclamer des effectifs, par les organisations syndicales, vendredi 27 novembre. Comme tous les autres travailleurs de la SNCF d'ailleurs, qu'ils soient roulants ou sédentaires, dans les ateliers, sur les chantiers ou sur les trains.

La politique de rentabilité de la SNCF, à coups de compression des effectifs et de flexibilité, bientôt à coups de chasse aux temps morts et probablement de nouvelles compressions d'effectifs avec la mise en place des 35 heures, concerne tous les cheminots. Il faut lui donner un coup d'arrêt décisif s'ils veulent cesser de subir la dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

Les directions syndicales, et en particulier celle de la plus influente, la CGT, liée encore au PCF auquel appartient le ministre des Transports, pour une bonne part complice de fait de la politique que subissent les cheminots, ne semblent pas considérer cette journée du 27 comme une étape préparant la riposte d'ensemble nécessaire pour imposer des embauches à la SNCF. Les directions syndicales sont engagées dans leur rôle de «partenaires sociaux» dialoguant avec la direction et n'ont pas l'intention d'en changer.

Mais dans la situation actuelle, toutes les occasions suscitées par les syndicats doivent être saisies, afin de mettre en échec la politique de la direction de la SNCF et lui faire craindre la contagion du mécontentement et des luttes. Il n'y a que dans cette direction que les cheminots peuvent marcher vers un mouvement d'ensemble, susceptible de faire plier la direction.

Décrivant la situation actuelle à la SNCF, un dirigeant de la CFDT déclarait: «Nous sommes sur une poudrière». Après toute une série de grèves, isolées, parfois longues,

à Paris et en province, en lançant ces deux journées nationales de grève rapprochée, les 23 puis 27 novembre, les appareils syndicaux peuvent avoir fait le calcul que cela couperait court à d'autres mouvements. Pour la direction de la CGT, il y a certainement là une façon de répondre aux critiques de militants qui, à juste titre, ne comprennent pas pourquoi, lors des récentes grèves des agents de conduite de la région parisienne par exemple, aucun appel à un mouvement national n'a été lancé alors que la revendication des effectifs était la même d'un bout à l'autre de la SNCF. Mais faisant suite au succès de la journée de grève du 23 novembre, celle du 27 répond elle aussi à une attente réelle des cheminots, attente d'un mouvement à l'échelle de la SNCF sur le problème des effectifs.

Alors, oui, il est souhaitable que les cheminots soient le plus nombreux possible à se saisir de cette nouvelle journée de grève nationale à laquelle les syndicats les appellent, pour en faire une étape vers la riposte d'ensemble qui s'impose.

Lucienne PLAIN

### La Poste

# LES FACTEURS D'ARLES ONT GAGNÉ!

Au tout déput de la grève des l d'Arles, le directeur départemental de La Poste, lui-même et en personne, s'était adressé à un public choisi, dont de nombreux chefs d'entreprise. Il leur promettait que ce serait le dernier conflit de La Poste qu'ils verraient. Il disait qu'il était déterminé à faire le ménage et à donner un avertissement aux grévistes.

Mal lui en prit!

Après 55 jours de grève, les facteurs d'Arles ont repris le travail en bon ordre, aussi nombreux qu'ils étaient au départ et en ayant fait céder la direction de La Poste.

Les contractuels en CDI, qui n'étaient employés que 2 à 3 heures par jour, le sont maintenant à temps complet.

Les conditions de travail ont été améliorées pour le temps de pause journalier, qui passe de 15 à 20 minutes, pour les tâches forfaitaires et pour le tri général,

tournees ne nus comptant par La Poste sur 70% des usagers mais sur 100%. Les usagers auront donc une desserte quotidienne à 100%, ce qui devrait obliger La Poste à créer des emplois.

Toutes les sanctions sont supprimées et La Poste paiera 17 jours de grève sur les 55

Toutes les décisions de reprise ont été longuement discutées entre les grévistes et c'est banderole déployée, avec les jeunes en tête, que la reprise s'est effectuée, symboliquement le jeudi 19 et effectivement le len-

Les usagers, qui ont été tenus informés par les grévistes durant tout le conflit, étaient quant à eux contents de retrouver leurs facteurs et le courrier qui va avec. Un tract doit les informer maintenant des conditions de la reprise du travail.

# La Poste

### LES GUICHETIERS Lyon DE LA GRANDE POSTE SE FONT RESPECTER

Bellecour se sont mis en grève. Ils s'opposent à la mise en place par la direction de nouveaux horaires, qui ont pour conséquence logique de ne mettre, face au public, qu'une personne là où il y en avait deux auparavant. Ils revendiquent également le remplacement d'agents qui avaient été

mutés dans d'autres services. La grève a duré quatre jours. 80% du personnel était en grève. Seul le guichet de remise des objets en instance a fonctionné. Tous les autres étaient fermés au public. Cette grève n'est d'ailleurs pas passée inaperçue: les médias locaux s'en sont en effet largement fait l'écho.

Chaque jour, les grévistes se sont réunis en assemblée générale pour reconduire leur mouvement, et pour faire pression sur les dirigeants de La Poste qu'ils ont pu rencontrer. Il leur a fallu se fâcher contre le directeur des ressources humaines, puis Correspondant LO | contre le directeur départemental de La

d'horaires. Pourtant la direction elle-même avait, quelques mois auparavant, fait faire une enquête auprès des guichetiers. Ceuxci, à 86%, avaient refusé de voir changer, leurs horaires. Démocratique comme chacun sait, La Poste s'étaient royalement assise sur le résultat de son sondage en annonçant les nouveaux horaires.

Finalement, cette grève l'a amenée à modérer ses ambitions puisque seuls ceux qui sont volontaires feront ces nouveaux horaires. Elle a du concéder aussi le rétablissement d'un emploi, ainsi que l'engagement de ne pas en supprimer à l'occasion d'une réorganisation prochainement programmée.

Les guichetiers de la grande poste ne sont pas mécontents d'avoir été solidaires face à la politique de suppression d'emplois de La Poste, et de lui avoir montré qu'il y avait des limites à ne pas franchir.

Correspondant LO

# Dans les entreprises

# Renault Cléon

# ON À LA FILIALISATION DE LA FONDERIE!

Le lundi 16 novembre, aux entrées de l'usine Renault de Cléon, des pneus brûlaient, des militants délégués de la CGT distribuaient un tract. Ils dénonçaient la filialisation du secteur Fonderie de Renault-Cléon, dans le cadre du regroupement des activités fonderies de Renault avec le groupe italien Teksid, filiale de Fiat.

Dans les ateliers, certains travailleurs se posaient la question: «Pourquoi faire des « piquets », s'il n'y a pas militants CGT justifiaient en disant: «C'est un coup d'éclat pour faire peur à la direction, pour donner le ton sur l'usine». De nombreux travailleurs étaient bien

quelque chose car eux, pour l'instant, ne s'en sentaient pas. Mais une chose faisait plaisir à tout le monde: cela obligeait pendant plusieurs jours les cadres et autres cheffaillons à venir par paquet de vingt dès 4 heures du matin, les pieds dans le froid, à se geler...

Le mercredi 18 novembre, la CGT Cléon appelait a deux heures de débrayage par équipe pour le jeudi 19 novembre, jour du Comité Central d'Entreprise sur le «regroupement» des fonderies. La CGT appelait seule, alors qu'à l'échelle du groupe tous les syndicats étaient censés appeler les travailleurs à réagir.

De son côté, la direction de d'appel à la grève? ». Les l'usine de Cléon a pris très au sérieux cet appel de la CGT. En plus de ses cadres aux portes de l'usine pendant trois jours, les chefs ont organisé réunion sur réunion pour essayer de nous convaincre de ne pas débrayer,

en déclarant que les gars de la contents que le syndicat fasse fonderie ne perdraient rien dans le changement, ce qui a fait rigoler bien des travailleurs.

> Le jeudi 19 novembre, jour du débrayage, le rassemblement à la fonderie n'a regroupé que quelques centaines de grévistes. La fonderie a débrayé, bien sûr, et aussi quelques autres secteurs, souvent parce qu'ils subissent des suppressions de postes. Mais tous les présents

avaient conscience que la solidarité avec les copains de la fonderie était nécessaire et que, de toute façon, nous étions tous concernés par les attaques de la direction à travers les filialisations, regroupements, découpage des usines.

Parmi ceux qui n'ont pas débrayé, certains disaient que «la CGT savait depuis longtemps que la direction avait l'intention de se débarrasser des fonderies, et qu'elle réagis-

sait vraiment au dernier moment». C'est vrai, mais raison de plus pour ne pas laisser faire la direction. L'inquiétude est là car, en devenant filiales, pour être ensuite vendues au groupe Fiat, les travailleurs des fonderies savent ce qu'ils perdent: le fait de faire partie du personnel Renault. Mais ils ne sont nullement sûrs de garder leur salaire, leurs conditions actuelles, ni même leur emploi. Or c'est bien cette assurance qu'il faut imposer coûte que

Pour obtenir satisfaction. les travailleurs des fonderies auront besoin du soutien actif de tous les travailleurs du groupe Renault, et pourquoi pas aussi du groupe Fiat.

En tout cas ce jour-là, à Cléon, une minorité de travailleurs a prouvé qu'ils n'avaient pas l'intention de laisser la direction faire passer ces attaques sans réagir.

**Correspondant LO** 



Thomson TSI - Toulouse

# NON AUX LICENCIEMENTS!

La direction de Thomson a prévu de fermer le site du Mirail à Toulouse à la fin 2000. C'est par le démantèlement, commencé depuis plusieurs années, que la direction veut arriver à ses fins. Cette fermeture n'est pas une fatalité. Cette décision a seulement pour but de maintenir et d'accroître ies protits salariés.

C'est uniquement par la mise en concurrence des filiales de la société (par exemple, chacune paie au prix fort un loyer à Thomson Gestion Immobilière), que la direction arrive à mettre en déficit les centres qu'elle a décidé de fermer. « Oui veut tuer son chien l'accuse de la rage»!

Chacun est conscient dans l'entreprise que les diverses solutions qui nous sont présentées ne sont que des licenciements retardés et soustraités à l'extérieur. L'expérience passée de ces pseudo-solutions parle d'elle-même:

Thomainfor, filialisée en 1996, puis revendue. En juin 1997, le repreneur dépose le bilan;

- l'Instrumentation, un autre

secteur de l'usine, est filialisée en janvier 1998. En juillet 1998, les 45 personnes quittent le site du Mirail. Le 16 novembre, le CE est convoqué pour 7 licenciements (3 mesures d'âge et 4 licenciements secs);

-l'atelier de fabrication de circuits imprimés est revendu en juin 1998 à la société CIRE. Sur 60 personnes, 30 sont reprises et déménagent en ce moment, avec une d'avantages acquis.

Thomson se porte pourtant très bien: elle a déclaré officiellement 2,5 milliards de bénéfices nets en 1997, tout en provisionnant 3 milliards, et peut-être plus, pour procéder aux 3 000 suppressions d'emplois annoncées.

La direction pourrait employer ces 5,5 milliards à créer des emplois, ou au moins à maintenir les emplois existants!

Les 3 milliards de «provisions» représentent 1 million de francs par emploi supprimé, c'est-à-dire un salaire à 200 000 F par an, charges comprises, maintenu durant 5 ans, et encore, il resterait les bénéfices!

Mais pour les patrons, la course à la compétitivité n'est pas faite pour assurer le sort des 3 000 travailleurs qui vont être mis à la

porte, dont les 479 de Teulouse. Fin 2000, il ne resterait que 107 personnes sur le site.

Quant aux promesses du gouvernement, des élus de la majorité «plurielle», on a vu ce qu'elles valaient:

- en 1997, le candidat Jospin promettait de s'opposer à la privatisation... Le Premier ministre Jospin privatise Thomson;

- en juin 1997, les salariés de perte d'environ 20 % du salaire et Thomainfor, par leur lutte, contraignent le gouvernement à signer un engagement... en fait, c'était pour étouffer la lutte : en septembre 1997, il y eut quand même 300 licenciements;

les salariés de TSI, à l'issue de manifestations, avaient eu «l'assurance» que les élus locaux de la majorité plurielle s'occuperaient d'eux, mais il fallait laisser le gouvernement et Jospin tranquilles. On voit aujourd'hui le résultat!

Alors, aujourd'hui, oui, il y a urgence. Il y en a assez des promesses non tenues. Les salariés ne doivent compter que sur euxmêmes et leur lutte pour obliger la direction de Thomson et l'État à utiliser les profits du groupe pour assurer leur avenir à tous.

**Correspondant LO** 

### Gima-Massey - Beauvais (Oise)

### LA DIRECTION **APPLIQUE LA LOI AUBRY**

Beauvais, où l'on fabrique en équipe (sur un total de 750 salariés).

Nous travaillons actuelle- minutes par jour. ment 39 heures, temps de pause d'une demi-heure par jour compris. Gima propose 36,5 heures, pauses non comprises. Le quart d'heure de chevauchement qui sert aux équipes à se passer le relais serait supprimé. Mais comme il faut bien se transmettre les consignes, cela signifie que la direction compte le maintenir sans le dire, et surtout sans le payer.

Pour arriver à 35 heures, il reste encore une heure et demie. Gima propose de la transformer en heures supplémentaires. Enfin, elle combattre le chômage.

La direction de Gima à annonce le déplacement des pointeuses. Elles sont actueldes pièces pour tracteurs lement près du poste de garagricoles, vient de sortir son diennage du site. Elles projet d'application de la loi iraient dans les ateliers, Aubry pour les 500 ouvriers presque au pied des machines, histoire de nous voler encore quelques

Voilà pour le volet de nonréduction du temps de travail. Question embauches, Gima ne veut pas des primes de l'État. Elle trouve cela encore trop contraignant, et se contente d'envisager une vingtaine d'embauches. Mais, en ce moment même, Gima pousse plus de trente anciens de plus de 56 ans à quitter l'entreprise.

Le projet de Gima cadre avec la loi Aubry. Mais ni l'un ni l'autre ne cadrent avec une quelconque volonté de

### hallita i alli alli Lire si l

# ROSE de Martin CRUZ SMITH

trielle de Grande-Bretagne, sous le règne de la reine Victoria: c'est l'époque d'une croissance industrielle rapide, où se créent des fortunes, ainsi que celle du début des conquêtes coloniales.

maître à Wigan où, outre son domaine, il possède les puits de mines, des usines, des corons, et la conscience des notables de la ville. Il a aussi des intérêts dans des mines d'or d'Afrique, où un aventurier américain, ingénieur des mines, prospecte pour son compte et celui de la Couronne. Ce dernier, Jonathan Blair, a mauvaise presse en Grande-Bretagne, parce qu'il s'est opposé aux menées colonisatrices des

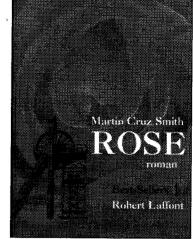
anglais qui, sous couvert de lutter contre l'esclavage, voulaient écraser une tribu et faire main basse sur son territoire. Il a en outre, ô scandale, dépensé l'argent destiné à acheter des bibles aux Africains pour nourrir son L'évêque Hannay règne en escorte. Obligé de rentrer en Grande-Bretagne, il va être employé par l'évêque pour retrouver le fiancé de sa fille, pasteur à Wigan, qui a disparu. Et la première chose que Blair apprend à Wigan, c'est que le jour de la disparition du pasteur, une explosion dans le puits Hannay a tué soixante-seize mineurs...

Pour mener son enquête, Blair va côtoyer les deux mondes de la ville: les ouvriers, essentiellement les mineurs, et les bourgeois. roïne, est une de ces filles à

1862 à Wigan, ville indus- militaires et des prédicateurs C'est l'occasion pour Martin la forte personnalité. Cruz Smith de nous décrire les conditions de travail et de vie des mineurs: la mine et ses dangers bien sûr, mais surtout il dresse des portraits de ces hommes frustes, durs (un de leurs passe-temps favoris est de se battre à coups de galoches), mais qui savent se faire craindre et respecter, y compris de ceux qui les exploitent. Et puis, il y a les filles de la mine: elles sont objets de scandale dans la ville, car elles osent porter des pantalons et sortir bras nus et, ce qui est pire, l'argent qu'elles gagnent leur permet d'être indépendantes, sans avoir recours aux maris ni aux organismes de charité qui veulent les remettre dans le droit chemin. Rose, l'hé-

En face se trouvent les possédants et les hommes à leur service. Pétris d'hypocrisie, ils masquent leur avidité sous des principes religieux et moraux. Parmi ceux-ci, Cruz Smith dresse quelques portraits savoureux, dont celui du délégué syndical, qui dîne à la table de l'évêque et a pour principale préoccupation d'envoyer les filles de la mine à la filature (où les femmes sont plus modestes et dociles), sous prétexte que le travail féminin fait pression sur les salaires masculins... Blair méprise ces hommes encore plus qu'eux ne le méprisent, et ne leur envoie pas dire.

Cela donne un roman société victorienne et montre Laffont, 139F



une classe ouvrière exploitée, certes, mais au sein de laquelle se trouvent des hommes, et surtout des femmes, qui redressent la tête. Et s'il y a quelques invraisemblances dans l'intrigue, elles n'ôtent rien à l'intérêt du roman qui réside dans la description et la critique de cette société.

### Marianne LAMIRAL

Rose, de Martin Cruz caustique, qui met à mal la Smith, éditions Robert

# Réédition

# ROULEMENTS DE TAMBOURS POUR RANCAS

### de Manuel SCORZA

roman fut publié au Pérou en 1971 et pour la première fois en France en 1979. Manuel Scotza n'était pas seulement un poète connu, mais aussi un militant des luttes paysannes indiennes, ce qui lui valut la prison et l'exil. Ce sont ces combats, ceux des communautés paysannes des Andes centrales entre 1950 et 1962, qu'il décrivit dans la série de cinq romans qu'inaugure Roulements de tambours pour Rancas.

Dans une nature déjà particulièrement hostile, les paysans de la région de Rancas ne peuvent compter pour survivre que sur les maigres ressources que leur procure l'élevage de leurs moutons. Mais même cela va leur être

Réédité cette année, ce enlevé le jour où la compagnie américaine qui exploite les mines de la région va se mettre en tête de clôturer le million d'hectares de pâturage qu'elle prétend lui appartenir pour élever son propre bétail. D'abord incrédules devant l'avancée de cette clôture qui semble prête à tout avaler, les paysans vont finalement se révolter, contre les gardes de la compagnie, puis contre l'armée péruvienne appelée à la rescousse. Scorza rappelle à cette occasion comment cette armée s'illustra à maintes reprises en assassinant les ouvriers et les paysans de son propre

Mais les paysans n'ont pas seulement les compagnies étrangères sur le dos. Il y a

Un Village péruvien. La misère n'en finit pas... Dans la région, c'est un juge qui suce leur sang. Gros propriétaire terrien devant lequel tout le monde tremble, il n'a de cesse d'agrandir encore son domaine en abusant de ses fonctions. Un paysan, Hector Chacon, aidé de quelques amis hauts en couleur, va lever contre lui l'éten-

Comme souvent dans la littérature sud-américaine, le roman de Scorza fait une large part à l'imaginaire poérêve. Mais cela ne l'empêche

dard de la révolte.

qu'ils s'étaient produits. Le jour de la parution du roman, la compagnie américaine continuait à prospérer, le colonel qui avait lâché ses troupes sur Rancas était devenu général, quant à Hector Chacon il en était à sa quinzième année de bagne dans tique, au fantastique et au la forêt amazonienne. Il ne dut sa libération, et sans

doute sa survie, qu'à la publication du livre de Scorza.



Roulements de tambours pour Rancas, de Manuel Scorza, éditions Métalié, 35 F



# Pinochet finalement jugé?

L'ARMEE AUTO-AMNIST

DU DICTATEU

Les cinq magistrats britanniques de la Chambre des Lords ont décidé à la majorité que l'ex-dictateur Pinochet n'avait pas droit à l'immunité diplomatique en Grande-Bretagne. Le sanglant général ne pourra donc pas rentrer chez lui dans l'immédiat. Pinochet finira-t-il par devoir répondre de ses crimes ? Jusqu'à présent, il a toujours réussi à esquiver.

### Combien de morts et disparus?

Depuis que les crimes de Pinochet sont revenus à la Une des journaux, les journalistes parlent en général de 2 000 ou 3 000 victimes du coup d'Etat, auxquelles s'ajouteraient 800 à 1 000 disparus. Par rapport à la férocité d'un coup d'Etat qui s'était fixé pour objectif de détruire toutes les organisations du mouvement ouvrier et de faire taire toutes les organisations politiques de gauche (les militaires s'étaient fixés comme objectif « un simple travail de nettoyage » pour « exterminer les extrémistes ») ces chiffres semblent un peu courts.

En octobre 1974, le Conseil national des Églises des États-Unis, que seuls des militaires pourraient prendre pour une organisation gauchiste, estimait qu'en un an il y avait eu 30 000 assassinats. La même source indiquait que dans les six premiers mois de la dictature il y avait eu 90 000 arrestations, soit un Chilien sur cent. Une publication du gouvernement français estimait en 1980 que, dans les trois premières années de la dictature, il avait pu y avoir jusqu'à 40 000 à 50 000 victimes. Ce total réunissait victimes d'« exécutions sans jugement, ou après jugement sommaire, prisonniers politiques abattus pour « délits de fuite », morts sous la torture et « disparus » », tout en précisant que « le nombre exact des victimes n'a pu être encore évalué ». En tout cas, ils étaient largement plus de 2000.

Surtout le dictateur avait obtenu le résultat escompté. Les dirigeants et les militants connus de la gauche et du mouvement ouvrier étaient morts, en prison ou en exil. Les médias étaient censurés. La dictature avait même bénéficié pendant la première année, la plus dure, du soutien complice de la grande

majorité du parti de la démocratie chrétienne, qui avait appelé dès le lendemain de la mort d'Allende « à la coopération patriotique de tous les secteurs avec la junte ».

### L'armée s'accorde l'impunité

Le caractère du régime se modifia à partir de 1977. L'arrivée à la présidence des États-Unis d'un Carter, qui faisait des « droits de l'Homme » sa doctrine officielle, obligea Pinochet à offrir un visage plus présentable. Il s'y plia d'autant plus volontiers qu'il était convaincu à cette date de l'efficacité de son « nettoyage ». En avril 1978, il y eut un début d'amnistie pour 2 071 condamnés officiels. Sur ce nombre, 1 121 étaient en exil et ne pouvaient rentrer que sous certaines conditions. 950 étaient en prison : leur peine de prison fut commuée... en exil. Et surtout, pour l'essentiel, les crimes des militaires bénéficiaient de l'impunité. L'armée s'était d'abord auto-amnistiée!

À partir de 1978, la répression policière épousa les manifestations d'opposition au régime. Écrits, manifestations, réunions de tout ordre, y compris des partis ou des syndicats dissous, étaient surveillés. Leur caractère « politique » était dénoncé. Les militaires surveillaient ainsi l'enseignement, la presse et le développement des régions.

Dès 1975, la question des « disparus » joua son rôle dans la montée d'un mouvement populaire d'opposition au régime. En 1977 et 1978, les opposants organisèrent des grèves de la faim contre les dénégations et les dérobades des militaires. Un porte-parole du gouvernement chilien avoua à l'ONU « la disparition de 617 personnes ». Deux charniers furent décou-

De 1983 à 1986, le régime militaire réprimait des manifestations de rues, tandis que les démocrates chrétiens et d'autres partis de droite modérés se rapprochaient du Bloc socialiste dans le but d'offrir une alternative parlementaire à la dictature. La répression policière fit une centaine de morts sans parvenir à empêcher les « protestas ». La position de Pinochet devenait d'autant plus difficile qu'au Brésil, en Uruguay et en Argentine s'amorçaient des processus de sortie de la dictature. Mais il fallut encore quatre ans pour y parvenir. Pinochet se cramponnait au pouvoir avec l'appui des forces armées, aux effectifs augmentés de 50 % depuis le coup d'État.

Autodafé de livres marxistes ou

supposés tels dans les rues de

Santiago le 26 septembre 1973.

### Une armée omniprésente

En 1990, l'évasion spectaculaire de 49 emprisonnés proches du PC rappela l'existence de 450 prisonniers politiques et le transfert des cendres d'Allende en septembre 1990 relança la question des « disparus ». L'Église catholique chilienne en recensait 800 entre 1973 et 1980 (mais un militaire anonyme en avouait 2 000). On commença à découvrir des fosses communes et des cimetières clandestins.

Publié le 4 mars 1991, le rapport de la Commission de la Vérité, qui avait examiné 3 400 cas, parla de 2 279 morts dont 975 détenus-disparus et de 164 « victimes » des opposants à la dictature mais cette commission n'identifiait pas les auteurs. D'après une commission des droits de l'Homme, 85 000 personnes avaient séjourné en prison, 480 000 avaient été forcées à l'exil. En 1993, la loi n'am-

nistiant pas exactement toute la période, 200 instructions judiciaires étaient en cours contre des militaires. Des militaires exaspérés manifestèrent près du palais présidentiel du président Aylwin, successeur civil de Pinochet, qui hésitait à promulguer une loi mettant fin aux poursuites contre l'ar-

Des pressions nord-américaines contre deux autres officiers supérieurs de l'armée, responsables de l'assassinat d'un d'Allende ministre Washington, entraînèrent leur condamnation à 6 et 7 ans de prison. Après un nouveau jugement en 1995, leurs peines furent confirmées. Ce procès devait à lui seul être « le » procès de la dictature. Les officiers condamnés se réfugièrent dans des bâtiments militaires. Il fallut cinq mois (et des pressions de l'armée ?) pour qu'ils acceptent de se rendre dans une prison spécialement construite pour

En août 1995, le président Frei annonçait son intention d'éclairer les cas de 1 000 détenus disparus. Il n'était même pas question de remettre en cause la loi d'amnistie. Il espé-

rait obtenir de destituer les généraux (mais pas les commandants en chef). Cette tentative avorta au Sénat, montrant que l'armée continuait à peser sur le sort du pays. Pour contrebalancer, Frei

Ponctuellement, des procès de tortionnaires subalternes ou des découvertes de charniers viennent relancer le débat sur les disparus, mais les autorités civiles préféreraient l'oubli de cette période pour ne pas être en situation de plier une fois de plus devant les forces armées. On vient de les voir pleurer pour le retour de leur ex-dictateur. En revanche, du côté des militaires, il n'y a pas la moindre gêne, tant il est vrai qu'ils conservent, dans la coulisse, la réalité du pouvoir. En mai dernier, Pinochet était interrogé sur la possibilité que les forces armées livrent les renseignements qu'elles possèdent et demandent pardon aux victimes de la répression; l'ex-dictateur avait répondu : « C'est à eux de demander pardon en pre-

**Jacques FONTENOY** 

décréta en 1996 trois jours de deuil national, lors de la mort de l'amiral Merino, ex-put-

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura lieu vendredi 11 décembre à 20 h 30

Salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor à Paris 5° Participation aux frais: 20 F